

LISTE DES ABREVIATIONS

3P	Partenariat Public Privé
ABC	Agribusiness Center
APD	Aide Publique au Développement
ASS	Afrique Subsaharienne
AVI	Alliance du Vaccin
BAfD	Banque Africain de Développement
BAD	Banque asiatique de Développement
BTP	Bâtiments et Travaux Public
CAM	Centre d'Accès au Marché
CEA	Commission Economique d'Afrique
CSB	Centre de Santé de Base
DCPE	Document Cadre de Politique Economique
DSRP	Document Stratégique de Réduction de Pauvreté
DTS	Droit de Tirage Spécial
EID	Equity Index of Opportunity
EKA	Ezaka Kopia ho an'ny Akizy
EPM	Enquête Périodique auprès des Ménages
EPP	Ecole Primaire Publique
FAPBM	Fondation des Aires Protégées et de la Biodiversité de Madagascar
FRAM	Fikambanan'ny Rayamandrenin'ny Pianatra
GPE	Global Partenership for Education
IDE	Investissement Directe à l'Etranger
IEI	Income Equity Index
IMF	International Monetary Fund
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JICA	Agence Japonaise de Coopération International
MAP	Madagascar Action Plan

NTIC	Nouvelle Technologie d'Information et de la Communication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OI	Opportunity Index
OIT	Organisation International de Travail
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUSIDA	Programmes Commun des Nations Unie
PGE	Politique Générale de l'Etat
PIB	Produit Intérieur Brut
PMR	Pays Membres Régionaux
PNB	Produit National Brut
PND	Plan National de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SIDA	Syndrome D'Immunodéficience Acquise
SSME	Semaines de la Santé Mère-enfant
TICAD	Tokyo International Conference of Africas Development
UNDAF	United Nations Development Assistance Framwork
UNFPA	United Nation Population Fund
UNICEF	United Nations Children's Fund
USD	United State Dollar
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

INTRODUCTION

Pendant la décennie écoulée, l'Afrique a affiché des taux de croissance économique tournant en moyenne autour de 5,2% par an. S'il est vrai que ces taux traduisent une amélioration par rapport aux taux de 3,6% par an de la période quinquennale 1994-1999, il n'en demeure pas moins que les niveaux de pauvreté restent préoccupants. Les pauvres sont majoritairement jeunes (15-24 ans) ; ils sont les principales victimes du chômage élevé dans la plupart des pays. Au Nigeria, en Ethiopie, en Ouganda, en Zambie et au Burundi les taux de chômage des jeunes dépassent 80%.

Si la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a diminué de 47% à 43% entre 2000 et 2005 et le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour est estimé avoir diminué de 68,7% en 1990 à 60,8% en 2010, la pauvreté n'en reste pas moins un grand défi. Son léger recul n'a pas empêché le creusement de l'inégalité entre riches et pauvres dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne (ASS), une région qui abritait en 2010, 6 des 10 pays souffrant le plus d'inégalités dans le monde, et dont le trio de tête : la Namibie, l'Afrique du Sud et le Lesotho, affichaient des coefficients de Gini de 70, 65 et 63 respectivement. Dans la plupart des Pays Membres Régionaux (PMR), les 20% les plus riches détiennent plus de la moitié de l'ensemble des revenus générés par le pays.

Si la croissance est généralement nécessaire pour qu'un pays puisse élever le niveau de vie de sa population, elle ne peut, à elle seule, assurer la réduction de la pauvreté ou de l'amélioration souhaitée du bien-être de tous. Alors comment pourrait-on promouvoir une croissance qui soit à la fois élevée, soutenue, diversifiée entre les secteurs, qui inclut une large partie de la population active du pays et offre des opportunités égales d'accès aux marchés et aux ressources ?

Notre recherche se divise en trois parties. Nous commencerons par les différents concepts et mesure de la croissance inclusive où nous allons illustrer les définitions et méthodes de mesure proposées par les différentes institutions internationales. Après avoir survolé l'aspect local de la croissance inclusive selon les différents documents stratégiques, nous terminerons notre analyse sur quelques recommandations pour promouvoir la croissance inclusive.

I. Concept et mesure

I.1 Définitions de la croissance inclusive

Plusieurs approches de définition et de mesure de la croissance inclusive ont été adoptées par les différentes institutions internationales.

1.1 La croissance inclusive selon la Banque mondiale (OCDE, 07 mai 2014)

La Banque mondiale évoque la croissance inclusive pour désigner le rythme et le schéma de la croissance économique, concepts interdépendants et évalués simultanément. Selon l'approche de la Banque mondiale, une croissance économique forte est nécessaire pour réduire la pauvreté absolue. Néanmoins, pour que cette croissance soit durable, elle doit concerner un large éventail de secteurs et de vastes pans de la population active d'un pays. Cette définition implique l'existence d'un lien direct entre les déterminants microéconomiques et macroéconomiques de la croissance. De ce point de vue, la croissance inclusive met l'accent sur l'emploi productif, plutôt que sur l'emploi en soi ou la redistribution des revenus. La croissance de l'emploi résorbe le chômage et accroît les revenus, tandis que la croissance de la productivité peut augmenter le niveau de rémunération des salariés et des travailleurs indépendants. L'approche de la Banque mondiale adopte une perspective à long terme et se préoccupe de croissance durable, dans laquelle l'inclusivité désigne l'égalité des chances en matière d'accès aux marchés, aux ressources et à un environnement réglementaire neutre pour les entreprises et les individus.

1.2 La croissance inclusive selon la Banque asiatique de développement (OCDE, 07 mai 2014)

Il s'agit d'une « croissance qui non seulement crée de nouvelles possibilités économiques, mais qui assure aussi l'égalité d'accès à ces opportunités à tous les segments de la société, et notamment aux pauvres » (Ali et Hwa Son, 2007). Un épisode de croissance des revenus est considéré comme « inclusif » dès lors qu'il :

i) permet la participation et la contribution de tous les membres de la société, en mettant l'accent sur la capacité des pauvres et des catégories défavorisées à prendre part à la croissance (l'aspect « non discriminatoire » de la croissance), ce qui implique de porter l'attention sur le « processus » de croissance ;

ii) est associé à un recul des inégalités dans les dimensions non monétaires du bien-être qui sont particulièrement importantes pour promouvoir les opportunités économiques, y compris l'éducation, la santé, la nutrition et l'intégration sociale (l'aspect de la croissance inclusive qui réduit les désavantages), ce qui implique de s'intéresser plus particulièrement aux résultats de la croissance.

1.3 La croissance inclusive selon le PNUD (OCDE, 07 mai 2014)

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a récemment rebaptisé son Centre international en faveur des pauvres à Brasília, Brésil, en Centre international de politiques pour la croissance inclusive (IPC-IG), dont les travaux s'inspirent du principe selon lequel des sociétés plus égalitaires obtiennent de meilleurs résultats en termes de développement. Du point de vue du PNUD, la croissance inclusive est considérée à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part, elle permet à chacun de participer au processus de croissance, en intervenant dans la prise de décisions et en étant acteur de la croissance. D'autre part, la croissance inclusive procure des avantages qui sont équitablement partagés. Elle implique donc une participation et une mise en commun des avantages.

La notion de croissance inclusive est au cœur de la Stratégie Europe 2020. Dans cette Stratégie, la croissance inclusive sous-entend « de favoriser l'autonomie des citoyens grâce à un taux d'emploi élevé, d'investir dans les compétences, de lutter contre la pauvreté, de moderniser les marchés du travail et les systèmes de formation et de protection sociale pour aider tout un chacun à anticiper et à gérer les changements, et de renforcer la cohésion sociale. Il est également crucial de veiller à ce que les fruits de la croissance économique profitent à toutes les régions de l'Union, y compris à ses régions ultrapériphériques, afin de renforcer la cohésion territoriale. Il faut garantir à tous un accès et des perspectives tout au long de la vie.

1.4 La croissance inclusive selon le FMI :

La croissance inclusive prend en compte une croissance élevée et soutenue, diversifiée entre les secteurs et inclut une large partie de la population active du pays et offre des opportunités égales d'accès au marché et aux ressources (mai 2013).

A l'encontre d'une conférence à Addis Abeba (13 à 16 juillet 2015), le FMI élabore un plan pour payer les coûts de la réduction de la pauvreté dans le monde en interpellant tous les Etats à être les responsables principaux et après les secteurs privés ainsi que les organisations non gouvernementales incluant les sociétés civiles.

En résumé, ces différentes définitions font toutes références à de nouvelles approches pour lutter contre les inégalités sociales, en particulier dans le monde en développement. Il s'agit notamment des inégalités de revenu et des actifs, à la fois financiers et humains, des inégalités pour l'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques ainsi que pour tous les aspects de la vie. Au regard des différentes définitions de la croissance inclusive, on peut noter que la croissance inclusive est caractérisée par : (i) d'abord la croissance économique en est un préalable c'est-à-dire une condition nécessaire mais non suffisante pour une croissance inclusive ; (ii) ensuite elle est une croissance qui met l'accent sur l'emploi productif, une croissance qui crée de nouvelles possibilités économiques, une croissance qui garantit l'égalité d'accès à ces opportunités à tous les segments de la société, une croissance qui assure la protection sociale et le renforcement de la cohésion sociale et enfin c'est une croissance rattachée aux concepts de « croissance reposant sur une base large, une croissance partagée et une croissance pro-pauvre ».

Pour mesurer la croissance inclusive, plusieurs méthodes doivent être mises en œuvre. Dans le paragraphe suivant, on essaye de montrer certaines mesures qui se pourraient être mieux utilisées que d'autres.

I.2.Mesure de la croissance inclusive

Chaque institution (BAD et FMI principalement) a sa propre manière de mesurer la croissance inclusive. Nous allons voir ci-dessous les différentes distinctions entre la méthode utilisée par l'ADB et celle adoptée par l'IMF mais il est à noter que ces institutions poursuivent la même méthodologie présentée par les auteurs ALI et SON (2007).

2.1. Méthode de l'ADB:

On introduit dans cette étude l'idée portant sur l'analyse de l'opportunité offerte à la population. Cette dernière s'effectue par une analyse dans laquelle on présente l'amélioration des opportunités par une courbe appelée courbe d'opportunités. Ainsi, la fonction permettant de tracer cette courbe (courbe d'opportunités) s'appelle fonction d'opportunités sociales, similaire à la fonction du bien-être social.

La croissance est définie comme inclusive surtout si elle permet d'accroître la fonction d'opportunités sociales qui dépend de deux facteurs : l'un c'est l'opportunité moyenne à

laquelle la population peut accéder (accessibilité de l'opportunité à la population), l'autre c'est la façon de partager ou de distribuer les opportunités entre des membres de la population.

La croissance inclusive est atteinte en maximisant la fonction de l'opportunité sociale. Cette fonction donne plus de poids à chaque opportunité transférée aux pauvres c'est à dire que les riches choisissent d'accepter une part de pauvreté ce qui fait qu'une pauvreté est appelée inclusive. Ce poids implique une croissance de cette fonction et signifie qu'une croissance est en cours de son inclusion.

Supposons maintenant n personnes dans la population avec $X_1, X_2, X_3, \dots, X_n$ où X_1 est la personne très pauvre et X_n la personne très riche. On peut définir la fonction de bien-être sociale telle que :

$$W = W(X_1, X_2, X_3, \dots, X_n) \quad (1)$$

C'est une fonction croissante de revenu X_i , i allant de 1 à n .

Similaire à cette fonction de bien-être sociale on peut aussi définir la fonction d'opportunités sociales telle que :

$$O = O(Y_1, Y_2, Y_3, \dots, Y_n) \quad (2)$$

Où Y_i est l'opportunité au bénéfice de la i -ème personne dont le revenu est X_i . L'opportunité peut être définie en termes de services différents : accès au service de l'éducation et de santé, accès à l'opportunité de l'emploi sur le marché du travail, etc.

Y_i peut prendre la valeur binaire 0 à 100.

Il peut prendre la valeur 0 si la i -ème personne est privée de certaine opportunité et 100 si la i -ème personne a un avantage sur celle-ci.

L'opportunité moyenne de la population est alors définie comme suit :

$$Y = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n Y_i \quad (3)$$

C'est le pourcentage de la population qui bénéficie d'une certaine opportunité.

Si l'opportunité d'une personne augmente, il en va de même pour la fonction d'opportunité sociale. La croissance économique doit surtout s'étendre sur la moyenne des opportunités disponible à la population. C'est nécessaire mais insuffisant pour atteindre la

croissance inclusive. La croissance, ainsi, doit compter aussi la distribution de ces opportunités à la population.

Pour apporter cette considération (distribution des opportunités), la fonction d'opportunité sociale doit satisfaire le transfert d'opportunités vers les pauvres. Par contre, le transfert d'opportunités depuis la personne plus pauvre à la personne plus riche réduit la fonction d'opportunités.

Supposons que t la somme des opportunités transférées (avec $t > 0$) depuis la personne plus pauvre ayant un revenu X_1 vers la personne plus riche ayant un revenu X_2 .

Après le transfert, la personne plus pauvre a $Y_1 - t$ opportunités tandis que la personne plus riche a $Y_2 + t$ opportunités. La fonction d'opportunités sociales doit alors satisfaire la formulation suivante :

$0(y_1 - t, y_2 + t, y_3, \dots, y_n) \leq 0(y_1, y_2, y_3, \dots, y_n)$ (4) qui doit être conservée pour toute valeur de t non-négative

Posons $Q(t)$ cette expression de vecteur de distribution d'opportunités.

On a $Q(t) = (y_1 - t, y_2 + t, y_3, \dots, y_n)$ (5)

D'après (4), le vecteur $Q(0)$ est supérieur à celui de $Q(t)$ c'est à dire que $Q(0)$ fournit plus d'opportunités sociales que $Q(t)$ pour tout t non-négatif.

On a alors la distribution cumulative

$$Q^c(t) \approx \left(y_1 - t, \frac{y_1 + y_2}{2}, \frac{y_1 + y_2 + y_3}{3}, \dots, \frac{y_1 + y_2 + \dots + y_n}{n} \right)$$

telle que :

(6) C'est la distribution des moyennes cumulatives de $Q(t)$ quand les individus sont arrangés par ordre croissant selon leurs revenus. $Q^c(t)$ représente la courbe de concentration de $Q(t)$. Similairement, la courbe de concentration de la distribution de $Q(0)$ est donnée par :

$$Q^c(0) \approx \left(y_1, \frac{y_1 + y_2}{2}, \frac{y_1 + y_2 + y_3}{3}, \dots, \frac{y_1 + y_2 + \dots + y_n}{n} \right) \quad (7)$$

Comparant (6) et (7), $Q^c(O)$ sera toujours supérieure à $Q^c(t)$ avec t non-négatif. On a montré que si la distribution Y indique une opportunité supérieure à la distribution Y^* , la courbe de concentration de Y sera toujours supérieure à celle de Y^* . Similairement, si la distribution Y a une concentration supérieure que Y^* , alors la distribution Y donnera toujours une meilleure fonction d'opportunité sociale. En regardant sur les deux courbes de concentrations, on peut juger laquelle des deux distributions fournira la meilleure offre d'opportunité sociale pourvu que ces deux courbes ne se retrouvent pas en intersection.

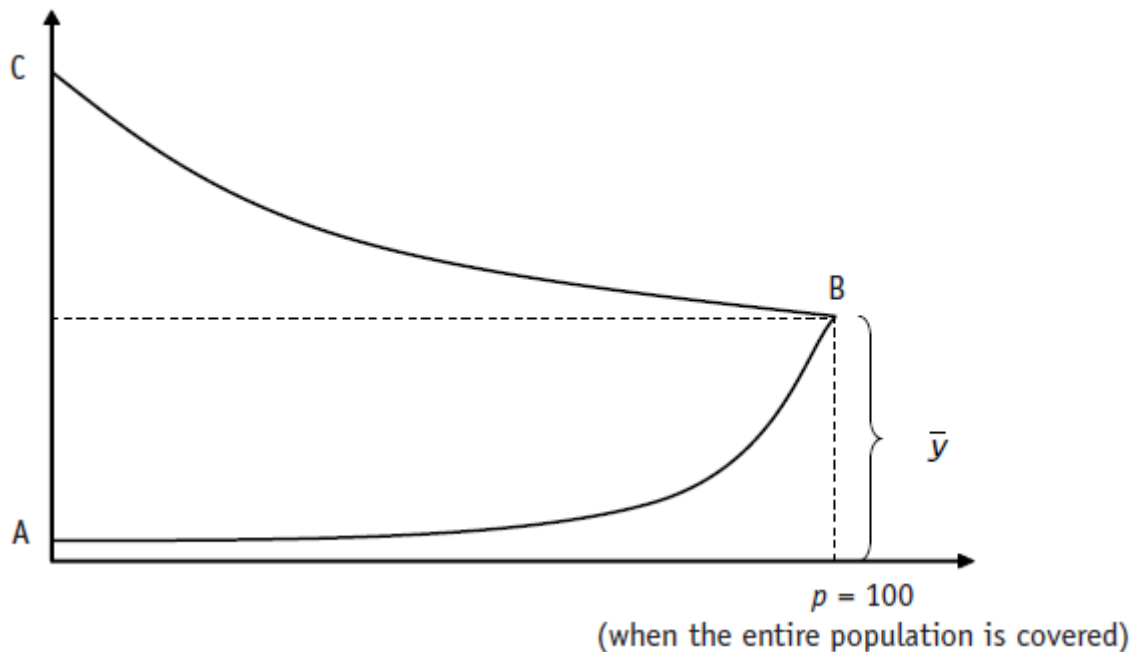
Pour être opérationnel, il est nécessaire de formuler le problème en termes de distribution continue. Supposons que la population soit arrangée selon leur revenu en ordre croissant. Soit Y_p , l'opportunité moyenne bénéficiée par la plus petite p pourcent de la population, où p varie de 0 à 100 et Y la moyenne des opportunités disponibles pour toute la population.

Comme Y_p varie avec p , on peut tracer la courbe pour différentes valeurs de p . En fait, c'est la courbe de concentration de l'opportunité quand les individus sont arrangés (selon leurs revenus). Cette courbe s'appelle la courbe d'opportunités sociales : plus haut se trouve cette courbe, plus grande est la fonction d'opportunités sociales. Ainsi, la croissance sera inclusive si cette dernière entraîne un déplacement vers le haut de la courbe en tout point. Cela, en fait, implique que chaque personne dans une société (incluant les pauvres) jouira d'une augmentation d'opportunités jusqu'à ce que l'on arrive à inclure la croissance donnée pour toute la population. Le degré d'inclusion, néanmoins, dépendra de (i) combien la courbe se déplace vers le haut et (ii) sur quel part de distribution le changement est pris en place.

Si la courbe d'opportunités décroît, on peut dire que les opportunités disponibles pour les pauvres sont plus favorables que celles disponibles pour les « non-pauvres » (i.e les opportunités sont distribuées équitablement). Similairement, si la courbe croît, les opportunités sont distribuées inéquitablement (anti-pauvre).

La figure 1 représente deux courbes d'opportunité avec une même moyenne Y : l'une décroissante (CB) et l'autre croissante (AB). La courbe CB indique la distribution d'opportunités équitable signifiant que les pauvres dont la distribution est moins élevée bénéficieront de plus grande opportunité que les « non-pauvres » dont la distribution est élevée. La courbe AB, à son tour, décrit le contraire : les pauvres jouiront moins d'opportunités que les « non-pauvres ».

Figure 1: courbe d'opportunité sociale



Source: in defining and measuring inclusive growth, 2007

La courbe d'opportunité peut être utile pour estimer le modèle de croissance inclusive qui est définie en termes d'accès et d'équité d'opportunités disponibles pour toute la population sans spécifier la fonction d'opportunité sociale. Une simple forme de fonction d'opportunité sociale peut être obtenue en calculant l'indice d'opportunité OI (surface sous la courbe d'opportunité) suivant :

$$Y^* = \int_0^1 Yp \, dp \quad (8)$$

Si Y^* est élevé, grandes seront les opportunités disponibles. L'objectif de développement se porte alors sur la maximisation de Y^* .

Si chaque individu dans la population jouit exactement la même opportunité, alors il peut être montré que Y^* sera égal à Y . Comme telle, la déviation de Y^* à Y fournit une indication de comment les opportunités sont équitablement distribuées (pro-pauvres). Similairement, si Y^* est inférieur à Y , alors les opportunités sont inéquitablement distribuées (anti-pauvres). Par conséquent, un indice d'équité d'opportunité (EIO) est fournie :

$$\varphi = \frac{Y^*}{Y} \quad (9)$$

cela implique que les opportunités sont équitablement distribuées si φ est élevé (sup à 1).

L'indice d'opportunités OI est le produit de l'indice d'équité EIO et le niveau moyen d'opportunités disponibles. On a :

$$Y^* = \varphi Y \quad (10)$$

Pour atteindre la croissance inclusive, on a besoin d'augmenter Y^* qui peut être accompli proprement dit par :

- (i) Augmentation de la moyenne Y
- (ii) Augmentation de l'indice d'équité d'opportunité EIO φ ou les deux (i) et (ii) en même temps.

Pour comprendre la dynamique de croissance inclusive, différencier (10) les deux côtés de l'équation et on obtient :

$$dY^* = \varphi dY + Y d\varphi \quad (11)$$

Où dY^* mesure le changement de degré de l'inclusion de la croissance. La croissance devient plus inclusive si $dY^* > 0$.

Le premier terme dans l'équation est la contribution à l'inclusion de la croissance en augmentant la moyenne d'opportunité dans la société quand la distribution relative à cette opportunité reste constante ; le second terme de l'équation montre la contribution au changement dans la distribution quand la moyenne ne change pas. Pour qu'une croissance soit inclusive, il suffit que $dY > 0$ et $d\varphi > 0$.

2.2 Méthode du FMI :

Pour intégrer en un ensemble de mesures uniques l'équité dans la croissance, une mesure de croissance inclusive est basée sur la fonction d'utilité du bien-être sociale inspirée de la théorie du choix optimal du consommateur en microéconomie.

A partir de cette dite fonction, la croissance inclusive dépend de deux facteurs :

- (i) La croissance de revenu
- (ii) La distribution de revenu

Similaire à la théorie sur le consommateur, la courbe d'indifférence représente un changement en une courbe agrégée de demande. En effet, dans cette étude, on va décomposer le revenu et l'effet de substitution à travers la croissance et les composants distributionnels.

La fonction d'utilité du bien-être sociale doit satisfaire deux propriétés :

- (i) Croissance du bien-être (pour capturer la dimension de la croissance)
- (ii) Transfert de propriété (un certain transfert de revenu provenant de la personne la plus pauvre vers la personne la plus riche réduit la valeur de la fonction pour capturer la dimension distributionnelle)

La mesure de l'inclusion est basée sur la courbe de concentration. D'après ALI et SON en 2007, on définit une courbe de concentration généralisée que l'on appelle la courbe de mobilité sociale notée S^C , telle que :

$$S^C \approx \left(y_1, \frac{y_1 + y_2}{2}, \dots, \dots, \frac{y_1 + y_2 + \dots + y_n}{n} \right)$$

Où n est le nombre de personnes dans la population ayant respectivement les revenus $y_1, y_2, y_3, \dots, y_n$

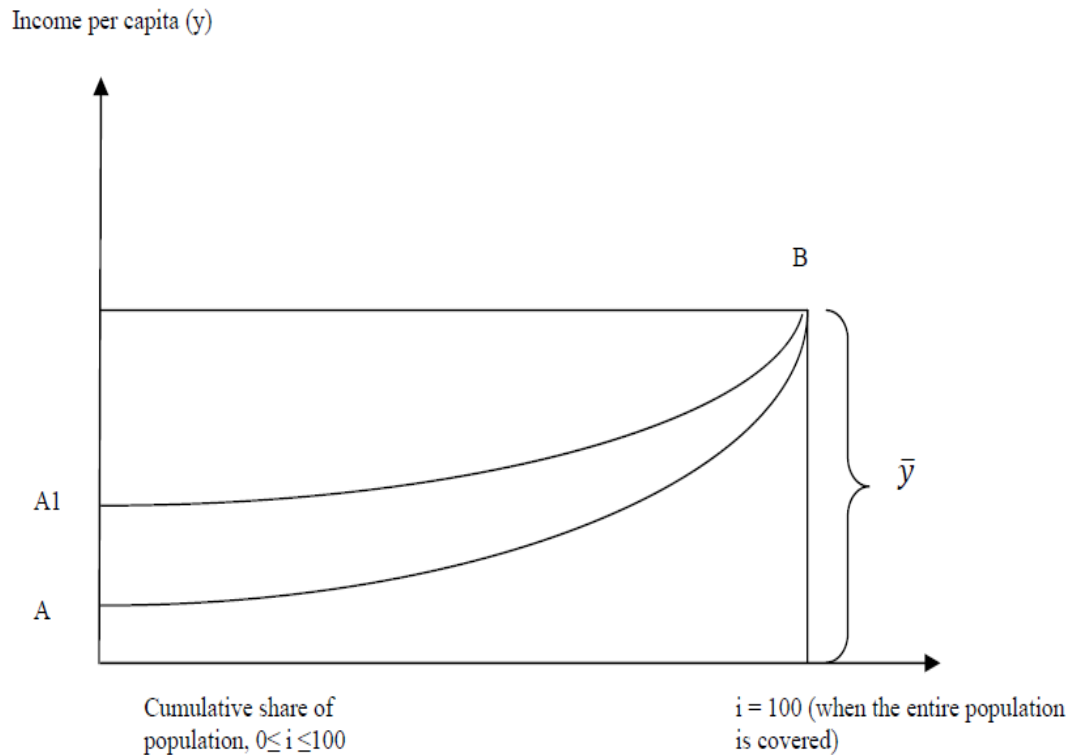
y_1 est la personne la plus pauvre et y_n la personne la plus riche en terme de revenu.

Cette courbe est obtenue à partir d'une distribution cumulative du vecteur de mobilité sociale $S = (y_1, y_2, y_3, \dots, y_n)$ avec la fonction d'utilité du bien-être sociale $W = W(y_1, y_2, y_3, \dots, y_n)$.

D'après l'hypothèse citée plus haut, S^C satisfait le transfert de propriété, une distribution supérieure de revenu aura toujours une courbe de concentration plus haut. Similairement, étant une fonction croissante (S^C), un revenu élevé est représenté par une plus haute courbe de concentration généralisée.

Cette courbe de mobilité sociale est présentée par la figure 2 suivante

Figure 2: courbe de mobilité sociale



Source: in IMF working paper, 2013

Le FMI repose sur l'idée d'augmentation de revenu pour accroître le bien-être de tous (incluant les pauvres), alors la croissance inclusive est atteinte en tous points lorsque chacune des personnes plus pauvres bénéficie d'un transfert de revenu supporté par les personnes plus riches dans la société (pro-pauvres).

Nous retenons les hypothèses illustrées auparavant dans la méthode utilisée par l'ADB : arrangement de la population selon leur revenu en ordre croissant entraînant différents degrés d'inclusions (A1B et AB) mais avec une même moyenne générale de revenu \bar{y} (moyenne d'opportunité pour l'ADB) comme l'on voit sur la courbe ci-dessus.

Ici, i prend une valeur entre 0 à 100, c'est le pourcentage de la population pourvu d'une augmentation de revenu selon cette méthode (de IMF).

Pour capturer les magnitudes survenues sur le changement de revenu que la courbe de mobilité sociale ne prend en compte, on définit une fonction plus simplifiée calculée à partir de la surface sous la courbe de mobilité sociale (sous la courbe d'opportunité pour celle de l'ADB) :

$$Y^* = \int_0^{100} Y_i di$$

La distribution de revenu est équitable si Y^* est égal à Y , la population jouira d'une même distribution de revenu. Néanmoins, la déviation de Y^* à Y indique l'inégalité de la distribution (distribution de revenu).

Pour l'IMF, l'indicateur de l'égalité s'appelle indice d'équité de revenu (IEI) :

$$w = \frac{Y^*}{Y}$$

Que l'on peut encore écrire en produit suivant :

$$Y^* = wY$$

Que nous allons différencier pour obtenir :

$$dY^* = w dY + Y dw$$

C'est l'indicateur de changement de degré de la croissance inclusive décomposé en croissance de revenu et en distribution d'équité (pour capturer les arguments depuis le début). La croissance inclusive est atteinte pour dY^* non nul. Le premier terme concerne la contribution au changement du revenu tenant constant l'indice de la distribution d'équité, quant au second terme qui constitue la contribution au changement dans la distribution d'équité de revenu quand la moyenne des revenus reste inchangée.

Sans ambiguïté, la croissance est inclusive si et seulement si dY^* et dY soient non nuls ($dY^* > 0$ et $dY > 0$).

Les deux méthodes sont similaires. L'ADB insiste sur la distribution équitable d'opportunités généralisant tout accès que la population doit avoir (santé, éducation, emploi, etc.) tandis que l'IMF repose seulement sur la croissance de revenu et sa distribution en équité. Par ailleurs quel que soit l'idée (ADB ou IMF), les deux contributions (croissance d'opportunités ou de revenu et distribution d'équité) apportent une implication à une politique importante, c'est de voir comment les politiques gouvernementales ou stratégies de

développement peut influencer la croissance inclusive. L'Etat doit chercher dans quel domaine se trouve alors la clé sur laquelle la promotion de la croissance inclusive se fait en efficacité.

II. Madagascar sur la voie de croissance inclusive

L'économie malgache et sa société sont fragiles et vulnérables et la pauvreté a atteint un niveau flagrant d'où croissance faible avec une redistribution des fruits de croissance non équitable et un début d'épuisement de différentes formes de capital dont le capital naturel. La situation pose ainsi une problématique de bonne croissance ou croissance inclusive. Le gouvernement malgache a ainsi élaboré ses stratégies de développement pour résoudre cette problématique. Dans cette troisième partie, on va voir deux points essentiels :

- Relation entre les documents stratégiques du gouvernement malgache et la croissance inclusive
- Situation sur les bases sociales des croissances inclusives à Madagascar

II.1. Relation entre les documents stratégiques du gouvernement malgache et la croissance inclusive

Le Document Cadre de Politique Economique (DCPE) de 1996 avait comme objectif la libéralisation de l'économie. Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) du début du Millénaire, sont préparés par les pays membres au terme d'une vaste consultation avec les parties prenantes et les partenaires au développement, y compris les services de la Banque mondiale et du FMI, a visé la réduction de la pauvreté. Le Madagascar Action Plan (MAP) est basé sur l'exploitation des avantages comparatifs et la valorisation des ressources naturelles. La croissance générée par ces trois cadres politiques n'a pas toujours été ressentie par toute la population. Des crises socio-politiques en sont découlées car la croissance n'a pas été inclusive. Le PND se veut être une solution à cela et se donne comme but « une croissance inclusive pour un développement durable ».

En 2008, il s'agit du Madagascar Action Plan (MAP) et de 2015 à 2019 il s'agit du Plan Nationale de Développement (PND)

1.1. Aspect de la croissance inclusive dans le MAP

Le Plan d'Action pour Madagascar ou MAP, adopté officiellement en Novembre 2006, est un Plan d'action ambitieux et réaliste qui définit la feuille de route et les priorités de Madagascar de 2007-2012. Il décrit les engagements, les stratégies et les actions pour une croissance économique rapide et ce, par rapport aux avantages et défis de la mondialisation, selon la Vision « Madagascar Naturellement » et les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le MAP définit 8 grands objectifs dont:

➤ La gouvernance responsable

Dans cette perspective, le MAP insiste sur la sécurité des biens des personnes, à la diminution du taux de criminalité grâce à l'intensification de la lutte contre l'insécurité, le renforcement de l'Etat de droit, la lutte contre la corruption, la réforme de gestion des finances publiques, et la décentralisation effective et l'aménagement du territoire.

➤ L'Infrastructure Reliée

Les actions engagées ont surtout concerné les ministères techniques suivants : Travaux Publics et Météorologie, Transports et Tourisme, Energie et Mines et Télécommunications. Pour le secteur des travaux publics, la construction, la réhabilitation et l'entretien périodique des Routes Nationales ; pour le secteur du transport, l'amélioration de la qualité des infrastructures de transport ; pour le secteur de l'Energie et des Mines, augmenter le taux d'accès des ménages à l'électricité et le taux d'accès à l'eau potable. Au chapitre des Télécommunications, projet d'augmenter le taux de pénétration en téléphonie.

➤ La Transformation de l'Education

Dans le secteur de l'éducation, depuis 2004 des effets palpables ont été constatés ; la quasi-totalité des enfants ont accès à l'éducation primaire (Taux net de scolarisation), la qualité et l'efficacité interne de l'éducation se sont améliorées, le changement vers une éducation fondamentale de 7 ans se fait progressivement. Néanmoins, les efforts envers le préscolaire et la concrétisation de la réforme de l'enseignement supérieur devraient faire l'objet d'un grand défi.

➤ Développement Rural

Les piliers et les leviers du lancement de la Révolution verte sont renforcés, essentiellement :

- La promotion des activités orientées vers le marché ;
- La diversification des activités agricoles grâce particulièrement à la mise à disposition et la distribution des semences certifiées ;
- La mise en place des Centres d'Accès aux marchés (CAM) et AgriBusiness Center (ABC) dans plusieurs collectivités décentralisées ;
- La diversification et l'amélioration de la production halieutique ainsi que la réhabilitation et la construction des infrastructures d'exploitation. En revanche, la mise en place de guichets uniques et de guichets fonciers ainsi que l'attribution des titres et certificats fonciers n'ont pas atteint les objectifs attendus en 2007. L'accès au financement rural constitue encore un handicap majeur à cause essentiellement du coût du crédit.

➤ Santé, Planning Familial et Lutte Contre Le SIDA

Dans le domaine de la santé, les travaux de construction et de réhabilitation des centres de santé ont permis d'augmenter le nombre de CSB publics opérationnels ainsi que le ratio de population pour un CSB. Par ailleurs le taux de consultations externes des CSB reste encore faible. Des efforts importants sont à entreprendre dans l'opérationnalisation effective des CSB par le renforcement du personnel en nombre et le renforcement des capacités du personnel médical. Les bonnes performances des taux de couverture vaccinale et les mesures préventives dans la lutte contre le paludisme ont beaucoup contribué aux réductions du taux de mortalité infantile et du taux de mortalité maternelle. Le taux de couverture contraceptive s'est beaucoup amélioré, grâce à la disponibilité des sites Planning Familial et le développement de la connaissance de la contraception. Concernant la lutte contre le SIDA, le taux de prévalence du SIDA reste toujours inférieur à 1%, mais la prévalence des IST chez les femmes enceintes peuvent compromettre les résultats, nécessitant ainsi le renforcement de mesures adéquates. Les résultats obtenus sont satisfaisants dans la réduction du déficit pondéral des enfants moins de 5 ans vus dans les CSB et dans les sites communautaires. Pour assurer la pérennité de la lutte contre la malnutrition, des efforts devraient être orientés vers la sensibilisation et le renforcement des capacités communautaires.

➤ Economie à forte croissance

La croissance soutenue ces dernières années a surtout été tirée par les investissements privés qui bénéficient d'un climat d'affaires favorables et de procédures de plus en plus et simplifiées (en matière fiscale). L'évolution de la structure de la production montre que c'est le secteur tertiaire qui est le levier de la croissance économique au cours de ces dernières années avec une contribution très significative des branches transport, BTP, télécommunication (NTIC) et tourisme. Toutefois en termes de performance, c'est le secteur secondaire qui a fait un saut très significatif passant de 3,5% en 2006 à 9,8% en 2007. Le contrôle de l'expansion monétaire et le recours à une politique budgétaire orientée vers la réduction du déficit à 2,8% du PIB ont abouti au ralentissement du taux d'inflation de 8,2% (fin de période). La pression fiscale s'est aussi améliorée à 11,4% dépassant l'objectif de 10,9%. Cette performance mérite d'être renforcée davantage pour soutenir le financement du MAP. Les exportations du pays se sont accrues en moyenne de 11,6% au cours des trois dernières années, mais avec les importations induites par l'afflux des IDE en 2007, le déficit extérieur s'est accentué pour se situer à 14,1% du PIB. Les réserves de changes sont maintenues à 2,9 mois d'importation, grâce au flux des aides extérieures. Grâce aux bénéfices des allègements de la dette extérieure, le ratio des services de la dette par rapport aux exportations n'a cessé de baisser passant de 9,23% en 2002 à 1,7% en 2007. Le taux de change de l'Ariary par rapport au DTS (moyenne de période) a connu une stabilisation, voire même une appréciation. Le défi reste à atteindre un taux de croissance à deux chiffres et une stabilité macroéconomique confortée avec le renforcement des réformes structurelles et institutionnelles.

➤ Prendre soin de l'Environnement

La forte proportion dans la création d'Aires Protégées a enregistré un taux satisfaisant et encourageant pour atteindre les objectifs fixés en 2012. Des efforts sont déployés pour le maintien de la superficie des forêts et la promotion des actions de reboisement. Les fonds pour la Fondation des Aires Protégées et de la Biodiversité de Madagascar (FAPBM) commencent à être mobilisés en impliquant l'Etat, les partenaires techniques et financiers et le secteur privé par le système de « 3P ». Les systèmes de contrôle environnemental sont renforcés

➤ Solidarité Nationale

Les mécanismes de la participation citoyenne sont peu développés à Madagascar. Pour l'heure, ce sont les élections qui semblent être le facteur le plus déterminant dans le contexte malgache par rapport aux autres canaux tels que les médias et les organisations de la société civile. Une prise de conscience nationale concrétisée par une forte collaboration des services déconcentrés et des services décentralisés a été observée dans l'enregistrement des naissances ou Programme Ezaka Kopia ho an'ny ankizy (EKA).

Dans le domaine de la préservation/sauvegarde et valorisation des patrimoines culturels, des résultats palpables ont été enregistrés notamment dans les réhabilitations et les restaurations des sites culturels. Par ailleurs, une amélioration de la pratique des sports par la population est constatée. Les athlètes de haut niveau ont bénéficié d'une meilleure préparation ayant abouti particulièrement aux résultats satisfaisants obtenus par Madagascar lors des 7^{ème} jeux des îles ; ce qui a renforcé la fierté nationale. La participation de la femme dans la vie économique et politique reste faible. Les facteurs socio-culturels régissant les rapports entre hommes et femmes en termes de pouvoir de décisions et de responsabilités généralement au détriment de la femme persistent. Cependant, les actions menées pour la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes commencent à se matérialiser. Les objectifs du MAP sont presque proches des 7 clés de la croissance inclusives dont :

- Emploi et opportunité d'accès sur le marché ;
- Accès à l'éducation ;
- Accès au service financier ;
- Infrastructure ;
- Lutte contre la corruption ;
- Développement des actifs financiers ;
- Santé.

On peut dire alors que le document MAP préconise tout aspect de la croissance inclusive, pour le bien-être de la population et pour développer l'aspect social du pays.

1.2. Du PND à la mise en œuvre de la croissance inclusive

Madagascar est un pays fragile qui connaît une forte pauvreté inclusive. Bien que la croissance du PIB par habitant demeure un indice significatif de développement, une voie incontournable vers l'atteinte des objectifs de la société, elle ne saurait suffire. Le caractère multidimensionnel du développement impose une stratégie qui va au-delà d'une

préoccupation axée uniquement sur le revenu. A travers ce constat le Gouvernement a élaboré son plan national de développement (PND). C'est un cadre de référence de développement présentant le mode choisi ayant comme critère « la croissance inclusive » selon le discours présidentiel « Tout participe et Tout bénéficie vers Madagascar une Nation Moderne et Prospère ». Ce PND promut l'homme au centre de toute stratégie c'est-à-dire envisageant une croissance inclusive, forte et durable. Donc pour sortir de la situation problématique du pays, cinq axes stratégiques parmi tant d'autres dans la ligne de la vision ont été optés :

Axe 1: « Gouvernance, Etat de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale ». C'est dans ce premier axe qu'on parle de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance de l'administration publique.

Axe 2: « Préservation de la stabilité macroéconomique et appui au développement »;

Axe 3 « Croissance inclusive et ancrage territorial du développement »;

Axe 4: « Capital humain adéquat au processus de développement »;

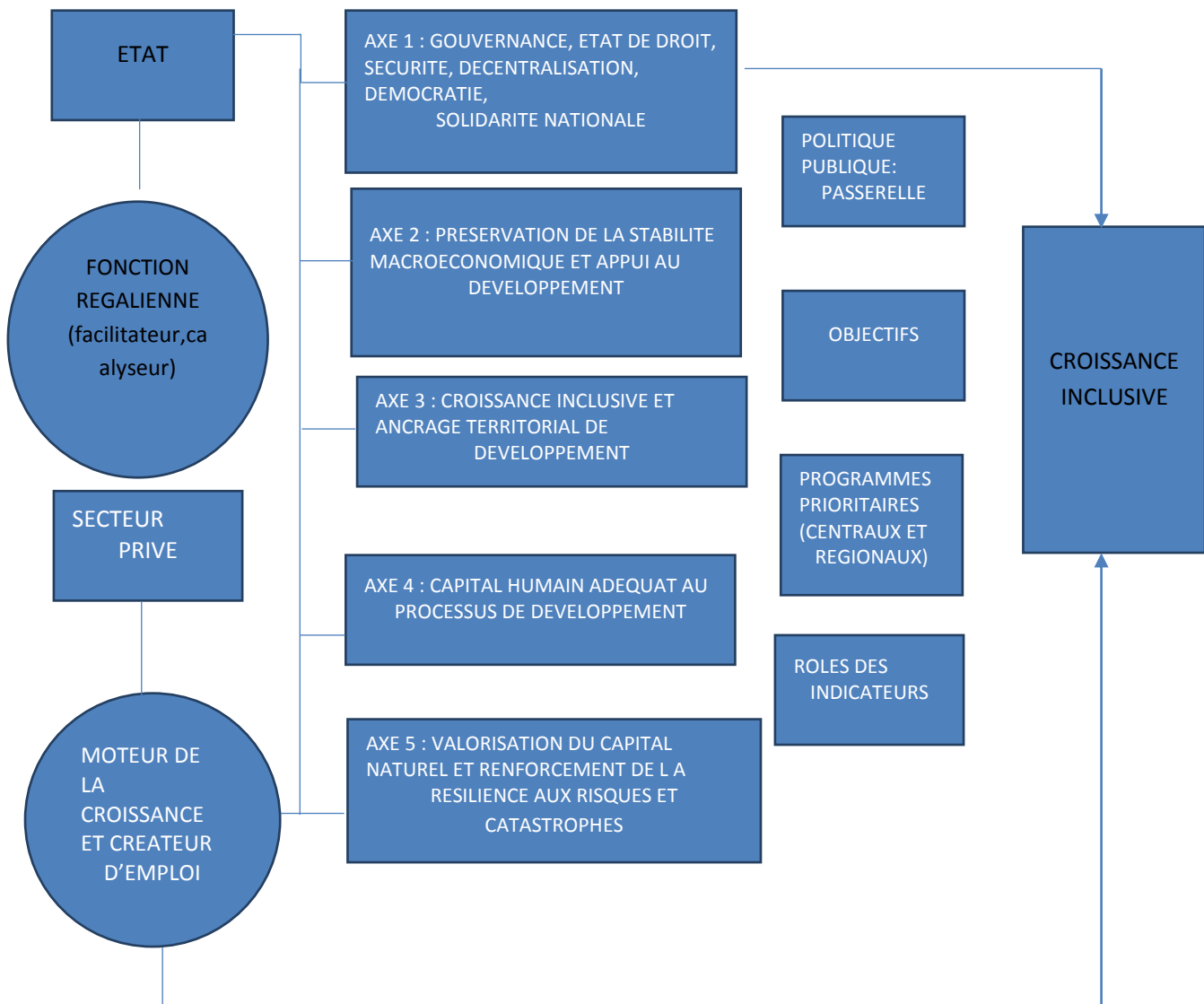
Axe 5: « Valorisation du Capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes ».

A l'intérieur de chaque axe, des couloirs (programmes) ont été définis pour faciliter la mise en œuvre des actions des acteurs, et ce avec des objectifs et des sous objectifs bien définis. Une stratégie de mise en œuvre a été arrêtée pour atteindre la croissance inclusive

Croissance + 7% de croissance et un taux d'investissement de plus 30% par an ; Un phasage des actions, qui pour les premiers 24 mois se focaliseront sur les grandes réformes et des grands travaux d'infrastructure sur des secteurs porteurs et des secteurs relais sélectionnés ; Choix de type de financement (PPP et/ou classique)

Il a ainsi dégagé les grandes orientations, mettant en avant des préalables et des conditions et a tracé les voies (programmes) à prendre. Le préalable est que l'Etat reste facilitateur et le secteur privé, y compris les territoires ; moteur et crée les richesses et les emplois. Enfin, une transformation structurelle et une redynamisation à tous les niveaux (Institutions, territoires, individus) seront attendues.

Figure 3: Orientation et les cinq axes du PND



Source : Ministère de l'économie et de la planification, 2015

Axe 1 pour s'attaquer à la problématique de Gouvernance

Programme de Gouvernance locale au service du développement local ayant comme objectif « Renforcer la gouvernance et le développement local et les principes de l'aménagement du territoire » et les sous-objectifs suivants : autonomiser les actions et la décision de l'administration de proximité; renforcer l'économie locale et les finances locales; améliorer la culture de dialogue entre les dirigeants locaux et leurs populations; donner une effectivité et une efficacité au fonds de développement local et opérationnaliser l'aménagement du territoire.

Et c'est dans cet axe qu'on parle aussi de lutter contre la corruption et d'améliorer la gestion de la finance publique.

Axe 2 pour s'attaquer à la problématique de stabilité macroéconomique

C'est dans cette axe qu'on préconise de préserver la stabilité des différents agrégats macroéconomiques tels que le taux de croissance économique, du PIB, du revenu par tête, du taux d'inflation et du taux de change, et aussi du taux de pauvreté. C'est ici qu'on parle du taux d'inclusion financière qui est indispensable à tout agent économique pour faire décoller la croissance économique afin que toute la population reçoive le fruit de la croissance.

Axe 3 pour s'attaquer à la problématique de Capital

Programme d'aménagement du territoire et sécurisation foncière ayant comme objectif « Opérationnalisation de l'organisation et la structuration territoriale de l'économie » et Programme Secteur privé, moteur de l'économie avec l'objectif « Développer le secteur privé et les secteurs relais ».

Pour que le processus de la croissance inclusive soit lancé, il faut une participation inclusive dans le processus. Les secteurs privés sont créateurs d'emplois, donc plus le secteur privé ne se développe, beaucoup d'emplois sont disponibles et l'opportunité d'accès au marché est facile. C'est dans cet axe 3 qu'on parle d'infrastructure et d'aménagement du territoire.

L'Axe 3 interpelle les différentes composantes de la population, les différents territoires du pays, mobilise les différents secteurs ainsi que les différentes potentialités qu'on y rencontre, prend en considération les différentes perspectives à court, moyen et long termes. L'accent sera mis sur les conditions d'exploitation optimale des ressources naturelles ainsi que des atouts physiques des territoires et de leurs contraintes en particulier le foncier, sur les conditions de contribution des différentes compétences et énergies du pays, des instruments techniques d'innovation disponibles.

La mise en œuvre de cet axe devrait être l'occasion privilégiée d'utiliser au mieux tous les avantages qu'on peut tirer d'une décentralisation effective, s'inscrire dans un processus de structuration de l'espace et se traduire par l'apparition d'espaces de croissance, de zones de solidarité et surtout le renforcement du développement régional et urbain. Ce, à travers l'exploitation optimale des outils d'aménagement du territoire conçus à cet effet et la promotion/attraction des investissements publics et des investissements privés locaux et étrangers.

Axes 4 et 5 pour s'attaquer à la problématique de Résilience

L'ensemble des Programmes y inscrits concourent à renforcer la capacité de rebondissement des territoires, des communautés locales à travers leurs différents objectifs et sous objectifs.

Pour l'axe 4, des capitaux humains au processus de développement, le gouvernement dans son Plan National de Développement, préconise de mieux préparer les jeunes dans l'emploi. D'abord, il faut que la population soient en bonne santé, donc le PND définit une stratégie de lutte contre la malnutrition, lutte contre le SIDA, lutte contre des maladies infantiles. Le PND affecte une part importante du budget pour que toute la santé de la population soit assurée.

C'est dans cet axe 4 aussi que le gouvernement veut mettre en place une bonne éducation pour tous. Tout enfant doit recevoir une bonne éducation, alors le niveau de l'enseignement à Madagascar devrait être amélioré, des infrastructures scolaires se sont construites, plus de 20.000 enseignants FRAM sont recrutés, la qualité de l'éducation s'est améliorée.

Autre que l'éducation primaire et secondaire, l'enseignement technique et professionnel et l'enseignement supérieur aussi sont remis en cause.

Santé pour tous et éducation pour tous sont des points prioritaires dans le PND pour résoudre le problème de capital humain pour une croissance inclusive.

Pour l'axe 5, on parle de valorisation de capital naturel et de renforcement de résilience au risque des catastrophes naturelles.

L'Axe 5 mettra l'accent sur la mise en place d'un dispositif et de stratégies appropriés et bien ciblés capables de préserver le capital naturel, de réduire les effets négatifs du changement climatique et de renforcer la résilience des populations et des territoires concernés. Une des priorités sera également l'intégration du capital naturel dans le processus de planification du développement économique et social. Entre 1990 et 2013, 63 catastrophes naturelles majeures ont été enregistrées à Madagascar, affectant au moins 13 millions de personnes. Une cinquantaine de ces catastrophes est représentée par les cyclones, ayant impacté au moins 9 millions de personnes. Les coûts de la dégradation environnementale –estimés entre USD 450 et 500 millions par an, soit 9 à 10% du PNB brut selon la Banque Mondiale représentent une problématique majeure pour le développement de l'île. Cela est aggravé par le fait que Madagascar a été identifié au niveau mondial comme faisant partie des cinq premiers pays les plus vulnérables au changement climatique et que les différents changements climatiques seront porteurs d'événements météorologiques extrêmes de plus en plus intenses au cours des prochaines années.

Le PND est un instrument d'excellence au service de la PGE. Les axes stratégiques du développement sont les cinq axes stratégiques fédérateurs et complémentaires, dégagés de la mise en relation du diagnostic, des grandes orientations de l'Etat et des aspirations nationales. Ils touchent la gouvernance, la stabilité macroéconomique, la croissance inclusive, le social et le capital naturel. La dimension genre et les principes d'équité et de durabilité sont intégrés de manière transversale dans ces cinq axes stratégiques.

II.2. Situation sociale a Madagascar : éducation, santé, infrastructure

2.1. Vue globale de la pauvreté

Depuis 1993, la pauvreté s'est durablement installée autour de 70%, reflétant son caractère massif et structurel, qui reste fondamentalement rurale. Selon les résultats de l'EPM de 2010, le taux de pauvreté se situe en 2010 à 76,5%; en 2012 (sur la base de simulation) ce taux dépasserait les 80% (situation presque similaire à l'année 2002). Les principales caractéristiques du profil de la pauvreté à Madagascar en 2010 sont :

- Les trois quarts de la population malgache ont eu une consommation inférieure au seuil de pauvreté (469000 Ariary)
- En milieu rural quatre ménages sur cinq vivent sous le seuil de pauvreté
- L'écart entre le taux de pauvreté rurale et le taux de pauvreté urbaine est de 28 points
- Au plan régional, 15 régions sur 22 ont un taux de pauvreté dépassant les 80%; le ratio le moins élevé (54,5%) est observé à Diana et Analamanga
- Un peu plus de la moitié (56,5%) de la population vit dans la pauvreté extrême (populations qui vivent avec un niveau de consommation plus éloigné du seuil que les autres pauvres) soit 11 millions de personnes; cette extrême pauvreté est plus forte en milieu rural (62,1%) qu'au niveau des villes (34,6%) ; cela veut dire que plusieurs millions de personnes n'ont pas accès au panier alimentaire minimal de 2133Kcal/jour, soit 328 162 Ar/an donc avec environ 1.000Ar/Jour
- Le coût de cette pauvreté se traduit au plan macroéconomique par 3298 milliards d'Ar.; soit 16% du PIB à allouer aux pauvres (sans coûts de transactions) n'atteignant pas le seuil de pauvreté. Ce montant est de 1 375 milliards d'Ar. Au niveau des OMD et à cinq ans du rendez-vous de 2015, Madagascar est loin de tenir ses engagements de 2000. Rien n'indique aujourd'hui que l'ensemble des OMD sera atteint à l'échéance prévue. Des progrès ont été réalisés en matière d'éducation et de lutte contre le Sida, mais dans les autres domaines notamment la lutte contre la pauvreté, la malnutrition,

la participation active de la femme dans la société malgache ou encore la lutte contre la déforestation, les progrès sont lents voire inexistants. Il y a même un risque de retournement de la tendance dans différents domaines.

Toutefois, l'ampleur des crises économiques et les troubles politiques récurrents fragilisent chaque fois un peu plus les avancés réalisés par le pays. Les difficultés à mettre en place une croissance inclusive se traduisent par une pauvreté de plus en plus structurelle. Dans ce sens, il est important d'identifier les causes profondes à la pauvreté, pour orienter les stratégies de développement du pays.

2.2. Éducation

Le niveau d'éducation à Madagascar demeure l'un des plus faibles au monde, avec une moyenne d'études qui se situait autour de 4 ans au début des années 2000. Le Gouvernement, conscient des enjeux et de l'importance du capital humain comme facteur explicatif de la croissance économique et de l'amélioration des conditions de vie, a alors lancé une politique ambitieuse de scolarisation. À ce jour, les programmes financés par le GPE et l'IDA¹ ont produit les résultats suivants :

En 2015, près de 2 millions d'enfants ont reçu des kits scolaires ; en octobre 2016 près de 3,3 millions d'enfants débutent l'année scolaire avec un nouveau kit scolaire. Depuis 2015, environ 600 écoles distribuent des repas à quelques 112 800 enfants. Cette stratégie s'est révélée particulièrement efficace pour que les enfants continuent de fréquenter l'école, en particulier dans le sud du pays touché par un épisode de sécheresse. En 2015 et 2016, 47 000 enseignants ont suivi une formation pendant la période estivale. Grâce à la production et à la distribution de manuels, le nombre de manuels passera de 1 pour 25 enfants à 1 pour 2 au début de l'année scolaire 2016.

En 2014 et 2015, 11 600 écoles ont reçu des subventions qui leur ont permis d'acquérir du matériel scolaire, de financer des travaux d'entretien, de réparation, ainsi que leurs frais de fonctionnement. Des associations de parents d'élèves surveillent l'usage qui est fait de ces subventions et reçoivent des formations qui les familiarisent notamment à l'utilisation de fiches d'évaluation du service rendu.

¹ L'association internationale de développement IDA fait partie du groupe de la banque mondiale basé à Washington qui a comme objectif d'aider le développement économique des pays les plus pauvres

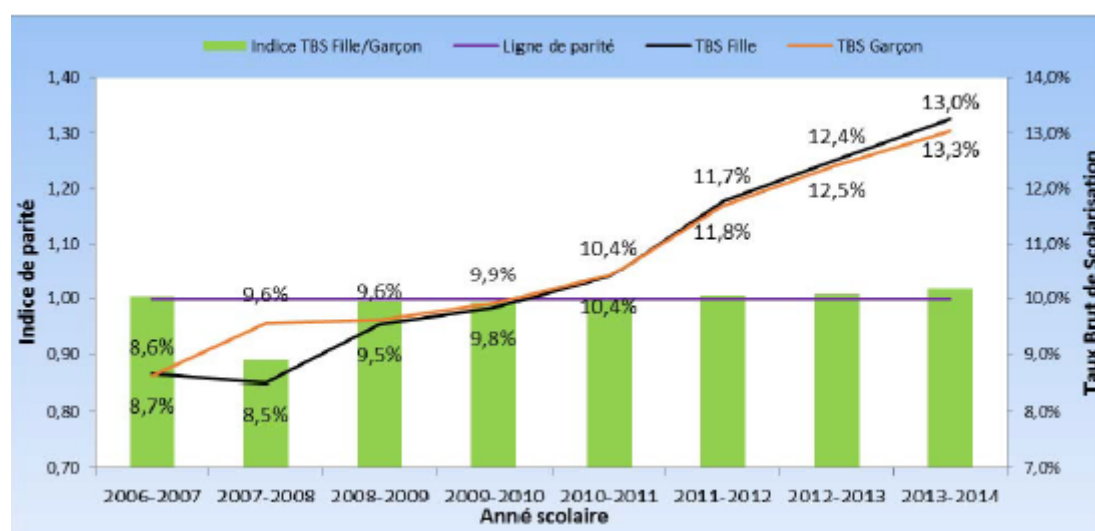
Tableau 1: Evolution de l'enseignement préscolaire (public et privé) entre 2006-2007 et 2013-2014

Années scolaires	Effectif		Nombre d'éducateurs	Nombre d'écoles	Salles de classe utilisées
	Total	Filles			
2006-2007	152 580	77 403	4 949	2 738	4 507
2007-2008	164 063	78 214	6 089	2 903	5 235
2008-2009	179 536	90 580	6 325	3 275	5 760
2009-2010	190 674	96 093	7 108	3 464	6 738
2010-2011	206 957	104 640	7 277	4 150	7 312
2011-2012	240 562	122 149	9 461	4 683	8 493
2012-2013	263 116	133 677	12 468	5 082	9 211
2013-2014	285 530	145 776	11 358	5 766	9 928

Source : Annuaire statistiques DPE_MEN, 2015

Le ratio élèves/éducateur est de 34 en 2006-2007 et 27 en 2013-2014 pour le public, il est de 24 en 2006-2007 contre 31 en 2013-2014 pour le privé. Malgré la prédominance du préscolaire privé, la part du public ne cesse de progresser ; ce qui confirme le dynamisme du secteur public dans ce sous-secteur. Entre 2006 et 2013, la part des enfants inscrits dans les établissements préscolaires publics est passée de 5,7% à 30,7%. Cette situation confirme l'engagement du gouvernement avec ses partenaires dans la mise en œuvre de la politique d'expansion progressive de l'enseignement préscolaire.

Tableau 2: Evolution du Taux Brut de Scolarisation par année et par sexe de l'enseignement préscolaire et indice de parité du TBS Fille/Garçon de 2006-2007 à 2013-2014



Source : Annuaire statistiques DPE_MEN, 2015

Le préscolaire manque énormément d'éducateurs qualifiés. En effet, de 2010 à 2013, le nombre d' éducateurs qualifiés reste largement inférieur au 1/5 de l'effectif total. Cette situation est due à l'insuffisance des offres de formation à l'endroit des éducateurs du préscolaire. En progression constante au cours de la période 2010-2012, le pourcentage des éducateurs qualifiés diminue en passant de 15,1% en 2012 à 14,3% en 2013. La même tendance est aussi observée pour les éducatrices qualifiées dont le pourcentage passe de 15,3% en 2012 à 14,4% en 2013. Par contre, le pourcentage des éducateurs qualifiés connaît un accroissement moyen annuel de 20,8% entre 2010 et 2013.

2.3. Santé

La mortalité infantile reste un grand défi à Madagascar. Chaque année, environ 44.000 enfants, soit 120 par jour, meurent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire. Ils meurent de causes qui peuvent être prévenues : pneumonie (21 pour cent), paludisme (20 pour cent) et diarrhée (17 pour cent). En outre, il est estimé que 26 pour cent des décès d'enfants surviennent au cours du premier mois de la vie en raison des complications néonatales. Le système de santé de Madagascar est pauvre, surtout après la longue crise politique suite au coup d'Etat de 2009. Les régions rurales reculées sont confrontées à un grand problème d'accès aux soins de santé, beaucoup de femmes et d'enfants vivent sans services sociaux de base. Nombre d'enfants ne reçoivent pas les vaccinations de routine, contre la poliomyélite, le tétanos, la rougeole et la tuberculose. Les soins médicaux sont coûteux par rapport au revenu moyen des Malgaches, et il y a un très faible taux de professionnels médicaux qualifiés, en particulier dans les zones rurales. En 2012 seulement, plus de 200 centres de santé ont fermé leurs portes en raison d'un manque de personnel. La santé maternelle est pauvre, et la mortalité maternelle est élevée. Chaque année, 3.000 femmes, soit 8 chaque jour, meurent de causes liées à la grossesse. 44 pour cent des femmes accouchent avec l'assistance d'un professionnel qualifié, mais seulement 4,1 pour cent des accouchements ont lieu dans les maternités. Le taux de césarienne est à seulement 1,5 pour cent, par rapport au minimum accepté de 5 pour cent. La qualité des services est également très pauvre. L'audit des décès maternels - un outil indispensable pour améliorer la qualité des soins obstétricaux d'urgence - n'est pas pratiqué à Madagascar. Les Actions de l'UNICEF, le programme de santé contribuera aux objectifs du Plan de développement du secteur santé (PDSS) 2015-2019 ainsi qu'à l'effet 3 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2015-2019 : « Les populations des zones d'intervention, particulièrement les groupes vulnérables, accèdent et utilisent des services sociaux de base pérennes et de qualité ». Le

programme cherche à étendre l'utilisation des services de santé intégrés pour les enfants de moins de cinq ans, en mettant l'accent sur les nouveau-nés. Il vise à augmenter la couverture dans les régions ciblées en mettant à l'échelle des interventions clés de survie par le biais de stratégies éprouvées, telles que les Semaines de la Santé Mère-Enfant (SSME) et la prestation de services communautaires de base. Les priorités spécifiques du programme sont les suivantes :

Plaidoyer pour un financement accru du secteur de la santé et pour le renforcement du soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan sectoriel afin d'accroître le nombre de centres fonctionnels et de personnel médical qualifié, y compris les agents de santé communautaires

- Amélioration de la coordination et des liens entre les systèmes de santé publique et communautaire afin de renforcer l'accès et la demande de services de santé de base des groupes de population difficiles à atteindre
- Renforcement des systèmes de vaccination de routine, avec un accent particulier sur la micro-planification, la chaîne du froid et la gestion des vaccins, la mobilisation sociale, la sensibilisation et les campagnes de vaccination nationales semestrielles, et le suivi des mesures correctives pour faire face aux obstacles et réduire les écarts géographiques en termes d'équité
- Intensification de la prise en charge des nouveau-nés en établissement de santé et de la prise en charge communautaire des femmes enceintes et des nouveau-nés
- Soutien au renforcement des systèmes pour la chaîne d'approvisionnement médicale nationale afin d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité financière des médicaments essentiels pour les populations vulnérables
- Renforcement des capacités techniques et de gestion des structures sanitaires infranationales à planifier et mettre en œuvre des programmes visant à prévenir, diagnostiquer et traiter les maladies responsables de la majorité des décès d'enfants de moins de cinq ans (pneumonie, diarrhée et paludisme), ainsi que la vaccination, les soins néonataux et la prévention des nouvelles infections à VIH chez les enfants grâce à une meilleure prestation de services.

La réunion des partenaires techniques et financiers de la santé, à laquelle assisteront le ministère de la Santé, les organismes des Nations Unies (OMS, UNFPA, ONUSIDA, PNUD et UNICEF), la Banque mondiale, les donateurs et les ONG partenaires, constituera le

principal forum de partenariat. L'UNICEF continuera de travailler en faveur de la mise en œuvre de programmes à échelle du pays en étroite collaboration avec ses homologues au sein du partenariat H4+ ainsi qu'avec le GAVI (Alliance du Vaccin) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

2.4. Infrastructures

Les travaux de construction des infrastructures sociales de base affectées par le cyclone Chedza démarrent dans le cadre du financement de la BAD Antananarivo, 21 Janvier 2016 Le Président de la République et l'Administrateur de la Banque Africaine de Développement ont procédé à la pose de la première pierre des salles de classe qui seront reconstruites au bénéfice du lycée de Sabotsy Namehana et de l'EPP Ambodimita dans le cadre du financement de la BAD, lequel vise à remettre en état les infrastructures sociales de base affectées par le cyclone Chedza en 2015. Cette opération d'aide d'urgence de la BAD a pour finalité d'appuyer les autorités de Madagascar et ses partenaires dans leurs efforts pour soulager les souffrances des populations des régions affectées. Cette aide inclut particulièrement la construction aux normes anticycloniques de 23 salles de classes dotées de mobiliers scolaires, de latrines et avec un accès à l'eau potable dans 11 établissements (neuf EPP dans la région de Menabe, et deux établissements à Antananarivo). 5 240 élèves bénéficieront de cet appui mis en œuvre par l'UNICEF.

Cette aide comprend également la remise en état, en partenariat avec l'OMS de centres de santé comprenant un pavillon de chirurgie essentielle avec équipement au centre hospitalier de Miandrivazo, Menabe et un CSB équipé et doté de latrines et de point d'eau à Ambatolahy, Menabe. 230,000 habitants bénéficieront de cet appui. Le cyclone Chedza a touché en janvier 2015 les régions de l'Ouest, du moyen-ouest, du centre et du Sud-est de Madagascar avec des pluies abondantes. Plus de 300 salles de classe et une dizaine de centres de santé de base ont été partiellement ou totalement endommagés. L'ampleur des dégâts enregistrés est telle que le Gouvernement, avec l'appui du Système des Nations Unies, a fait appel à la Communauté internationale, dont le Groupe de la Banque Africaine de Développement, afin de venir en aide aux populations touchées par les effets de ce cyclone. On estime à 3,000 le nombre de nouvelles salles de classes qui devraient être construites chaque année. Au-delà de ces besoins réguliers, près de 1.200 salles de classe supplémentaires doivent être réhabilitées ou reconstruites chaque année pour remplacer les infrastructures endommagées par les catastrophes naturelles.

Coopération japonaise : Financements de 32 milliards USD pour le développement jusqu'en 2017. La JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale) présentera ses activités à Madagascar au FIER Mada qui se déroulera du 3 au 7 août 2016 à Mahamasina. Principal acteur des plus grands projets de construction d'infrastructures à Madagascar, la JICA est également le plus grand organisme d'aide bilatérale au développement dans le monde. Cette agence, connue pour avoir financé la construction du By-pass reliant la RN2 et la RN7 et aujourd'hui avec le projet d'extension du port de Toamasina avec un budget prévisionnel de 500 millions USD, compte intensifier ses activités dans la Grande-île. « En tant qu'agence d'exécution de l'aide Japonaise, elle fournit de l'aide à 150 pays en développement par le biais de l'APD (Aide Publique au Développement). Conformément aux objectifs fixés pendant la TICAD V (5 Conférence Internationale de Tokyo pour le Développement de l'Afrique) qui s'est tenue à Yokohama en 2013, le Gouvernement du Japon s'est engagé à appuyer le développement durable de l'Afrique en injectant environ 3,200 milliards de Yen (32 milliards de dollars) de moyen public et privé, incluant 1,400 milliards (14 milliards de dollars) de Yen d'Aide Publique au Développement jusqu'en 2017. Afin de réaliser « la société inclusive et résiliente » qui a été proposée pendant le TICAD V, notamment pour Madagascar, la JICA intervient d'une façon très effective dans le développement Rural et l'Agriculture, le développement économique tel que l'infrastructure ou l'urbanisme et enfin et non le moindre dans le développement social tel que l'Education de base ou la Santé », ont indiqué les représentants de la JICA Madagascar, dans un communiqué. Exposition. Pour faire connaître ses actions dans la Grande-île, la JICA s'est engagée, une fois de plus, comme partenaire officiel de la 18 édition du FIER MADA, par le biais de trois de ses projets, notamment : le PAPRiz II ou le Projet d'Amélioration de la Productivité Rizicole et de Gestion des Bassins Versants et Périmètres Irrigués ; le PRODAIRE ou le Projet de Développement de l'Approche Intégrée pour la Restauration Environnementale et le Développement Rural à Morarano Chrome ; et le Projet d'appui à la Gestion Participative et Décentralisée de l'Ecole ou TAFITA (TaFita Tantsoroka ho an'ny Fitantanana ny sekoly). Allant de pair avec ses trois Projets, l'Approche SEIKATSU KAIZEN qui signifie « Amélioration des conditions de vie » à partir des ressources disponibles sera aussi présente à la Foire ; de même pour les volontaires japonais qui seront fortement représentés cette année en présentant leurs activités dans plusieurs domaines tels que le développement rural, la santé, l'animation de jeunesse et le développement communautaire

III. Recommandations pour promouvoir la croissance inclusive

III.1. Huit secteurs clés pouvant faire la différence

L'inégalité du revenu est l'un des plus gros défis auquel le monde fait face aujourd'hui. Ils sont susceptibles de déstabiliser des sociétés et de mettre à mal les futurs avancés économiques. On pense souvent que la redistribution et l'éducation sont les seuls pour conter ce problème, cependant il existe de nombreuses façons de promouvoir l'inclusion sociale tout en favorisant la croissance. Le rapport sur la croissance inclusive et le développement 2015 prend en compte 8 domaines clés pouvant faire la différence.

1.1. Emploi et opportunités

La croissance inclusive c'est participer à la croissance économique et en partager les bienfaits. Etre sans emploi, c'est se voir refuser cette possibilité, c'est pourquoi il est crucial de réduire le chômage. Le chômage touche de plein fouet l'Afrique surtout les jeunes. Les causes sont principalement la crise financière mondiale, l'explosion démographique, mais aussi l'absence de vision des décideurs locaux. L'Afrique subsaharienne demeure la région du monde la plus touchée par cette crise. L'emploi des jeunes doit être vu comme une priorité pour le gouvernement, en raison de laquelle les jeunes constituent majoritairement la population africaine. Les débats autour de la question du chômage des jeunes s'inscrivent aussi dans le cadre du contexte actuel où l'on assiste à une explosion démographique de la jeunesse africaine.

Citons le dernier rapport de l'OIT, Dramane Haidara économiste spécialiste de l'Emploi au bureau dakarois de l'OIT a indiqué qu'en 2013 le monde comptait 75 millions de jeunes au chômage dont 38 millions vivent en Afrique. En tout, l'Afrique compte 200 millions d'habitants âgés de 18 à 24 ans soit 40% de la population active. Le taux de chômage parmi cette population est le double de celui des adultes. Ces jeunes sans perspectives constituent, aux yeux de l'analyste de l'OIT, une «génération perdue menaçant la cohésion sociale».

La croissance inclusive tient compte des paramètres suivants : âge, genre, différences régionales ou géographiques, ainsi que l'équilibre entre secteurs.

La croissance inclusive met l'accent sur le taux et le type de croissance, ces deux facteurs devant être abordés ensemble, car ils sont liés. Des taux élevés de croissance économique

durable à long terme sont nécessaires pour réduire la pauvreté et doivent être accompagnés par une augmentation des emplois productifs pour réduire l'inégalité. Les politiques pour une croissance inclusive doivent traiter de l'emploi productif, plutôt que de l'emploi en soi ou la redistribution des revenus, ce qui génère de nouveaux emplois et de revenus pour les individus, en contraste avec le potentiel autour de l'augmentation des salaires des personnes employées et les dividendes pour les travailleurs indépendants.

Contrairement aux programmes de croissance pro-pauvres, qui se concentrent principalement sur le bien-être des pauvres, la croissance inclusive se préoccupe des opportunités d'emploi pour les classes moyennes et les pauvres. Il faut pour cela une vision à long terme et se concentrer sur l'augmentation du rythme de la croissance, sur la croissance de la productivité, et élargir la taille de l'économie tout en uniformisant les règles du jeu pour l'investissement et accroître les possibilités d'emplois productifs. En revanche, la croissance pro-pauvre a traditionnellement mis l'accent sur la mesure de l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté, en analysant différentes mesures de la pauvreté (Ianchovichina et Lundsrom, 2009).

La Banque mondiale (Banque mondiale, 2009) affirme qu'une approche de croissance inclusive est préférable à la «croissance partagée», qui peut être interprétée comme impliquant de mettre l'accent sur les régimes de répartition des revenus. La croissance inclusive va créer un environnement d'égalité des chances pour tous, par la création d'emplois, l'accès au marché, à la consommation, la production, et une plateforme pour que les populations pauvres accèdent à de bonnes conditions de vie. La croissance rapide est une condition nécessaire à la réduction substantielle de la pauvreté. Elle doit être fondée sur tous les secteurs et inclure une grande partie de la population active d'un pays pour être durable sur le long terme. La Commission sur la croissance et le développement datant de 2008, Rapport sur la croissance: stratégies pour une croissance soutenue et un développement inclusif parle de l'équité, de l'égalité des chances, et la protection sur le marché et l'emploi. Le point de vue présenté dans ce rapport est que les stratégies de croissance efficaces doivent avoir un engagement envers l'égalité des chances, donnant à chacun une chance équitable de bénéficier des retombées de la croissance, en tenant compte des inégalités sociales entre les extrémités basse et haute des groupes de revenu.

1.2. Education

L'éducation est le moyen le plus sûr de faire profiter et de faire participer tous les segments de la société à la croissance et à la transformation économique. C'est un avis

partagé par de nombreux économistes et chefs de file dans le domaine des affaires comme le président de la BAD Donald Kaberuka qui a affirmé lors de la 7^{ème} édition de la Conférence économique africaine organisée par la BAD en novembre 2012 qui s'est tenu dans la capitale Rwandaise, Kigali : « Une des mesures les plus importantes à mettre en œuvre en termes d'inclusion est de faire bénéficier les enfants des familles très pauvres, d'une éducation de qualité, car c'est de cette manière que les enfants arrêterons d'hériter des conditions de vie de leurs parents. Une fois que vous avez mis cette mesure en œuvre, vous avez enrayé ce processus de transmission ... S'il y a donc une chose à laquelle je crois vraiment, c'est bien cette idée de veiller à ne pas transmettre la pauvreté de génération en génération. Vous n'y arriverez pas par le biais du gaz, du pétrole, de l'aluminium et des minerais. Mais bien en investissant ces ressources dans l'éducation ».

Bien que la population africaine, qui est jeune dans sa majorité, soit davantage et mieux éduqué aujourd'hui qu'à n'importe quel moment de l'histoire du continent, le rapport 2012 de perspectives économiques en Afrique conclut que l'inadéquation entre les qualifications obtenues et les compétences requises par le marché du travail des différents pays fait que la main d'œuvre grandissante du continent a peu de chance de trouver un emploi significatif. Ce rapport produit conjointement par la BAD, le PNUD, la CEA et l'OCDE attribue cette inadéquation à l'absence de rapprochements entre les systèmes éducatifs et les employeurs, les systèmes universitaires axant traditionnellement l'éducation en faveur d'un emploi dans le secteur public sans envisager d'adapter leurs programmes aux besoins africains.

D'après un extrait de ce rapport « Les diplômés dans les domaines techniques tels que l'ingénierie et l'informatique ont moins de difficultés à trouver un emploi que les diplômés en sciences sociales ou humaines. Parallèlement, ces deux derniers domaines enregistrent un nombre beaucoup plus élevé d'inscriptions et diplômés... Selon les agences de recrutement et de travail temporaire, les secteurs où il est le plus difficile de trouver des candidats avec une éducation tertiaire sont ceux qui exigent des qualifications techniques, tels que les industries extractives, la logistique, les industries chimiques et pharmaceutique en général et l'agroalimentaire »

En d'autres termes, comme nombre d'entre eux tentent déjà de le faire, les gouvernements africains doivent inciter leurs universités à répondre aux besoins de mains

d'œuvres spécifiques de leurs pays en améliorant la quantité et la qualité de l'éducation de niveau secondaire car les débouchés avec seulement une éducation primaires sont faibles.

1.3. Services financiers

Selon la Banque mondiale, au nombre des « principaux enseignements » tirés au sujet des besoins financiers des pauvres au fil des décennies se trouve, notamment le fait que « comme tout le monde, les pauvres ont besoin d'avoir accès en permanence à des services financiers ». De plus, « l'accès au microcrédit ne suffit pas; les pauvres doivent également avoir accès à l'épargne et à des services d'assurance et de paiement ». Les dernières décennies ont connu une augmentation importante de la prestation de tels services financiers. Cependant, des données d'enquête publiées par la Banque mondiale en avril 2012 démontrent que sur les trois quarts de la population pauvre du monde, environ 2,5 milliards de personnes ne possèdent pas de compte bancaire. Près des deux tiers des répondants ont affirmé que la pauvreté en était la raison et environ un tiers, qu'il s'agissait d'une question de frais à engager, de distances à parcourir ou de formalités à remplir pour ouvrir un compte.

➤ Du microcrédit à la microfinance

La microfinance est l'octroi de prêts et la prestation d'autres services financiers à des personnes très pauvres. Il s'agit d'un outil important ayant aidé des millions de personnes pauvres vivant dans des pays en développement surtout des femmes à prendre le contrôle de leurs finances et donc, de leur vie.

La microfinance moderne a gagné en popularité au Bangladesh, où la Banque Grameen, fondée au début des années 1980 par M. Muhammad Yunus, qui a octroyé de façon efficace et durable du crédit sans sûreté accessoire (microcrédit) à des paysans pauvres. Comme l'expert américain de la microfinance David Roodman l'a expliqué par la suite, M. Muhammad Yunus « a été le premier chef du mouvement du microcrédit moderne à travailler d'une façon proche de celle du milieu des affaires : produire en série et demander aux pauvres suffisamment d'intérêts pour payer la majorité des coûts de fonctionnement de sorte que la banque puisse offrir des services à un plus grand nombre de personnes 192 ». M. Muhammad Yunus et la Banque Gramen ont reçu le prix Nobel de la paix en 2006 en reconnaissance de leur travail.

Depuis longtemps, l'attention était tournée vers l'octroi de microcrédit aux pauvres, mais depuis quelques années l'attention se porte de plus en plus vers la microfinance, ce qui

comprend d'autres services connexes importants comme l'épargne et l'assurance. Ainsi, des représentants d'Opportunité internationale Canada ont parlé au Comité de la portée plus large de leurs travaux. Il s'agit d'un réseau de micro finance qui travaille de concert avec des gouvernements et des organismes non gouvernementaux pour « offrir des services de micro finance modulables et durables y compris des prêts, des comptes d'épargne, de la formation, des assurances et d'autres services financiers à l'intention des personnes actives sur le plan économique qui sont les plus démunies, et ce, en vue surtout de leur permettre d'accroître leur revenu, d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation ainsi que de créer des emplois »

1.4. Infrastructure

Une grande importance est accordée aux infrastructures car elles constituent un socle pour la croissance et le développement. Le déficit structurel en infrastructures constitue un sérieux handicap à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Au niveau micro-économique, il est de notoriété que les investissements consacrés aux infrastructures stimulent les activités du secteur privé en réduisant les coûts de production et en ouvrant de nouveaux marchés, ce qui présente de nouvelles possibilités de production et d'échanges commerciaux. De même, investir dans les infrastructures est essentiel pour s'attaquer aux problèmes de la réduction de la pauvreté et stimuler le potentiel de croissance de l'Afrique en raison des liens étroits qui existent entre les infrastructures et les principaux indicateurs de bien-être social, notamment les soins de santé, l'eau et l'assainissement, le logement, l'accumulation de capital humain et l'électrification.

➤ Liens entre la croissance économique et le développement des infrastructures :

Il est évident que le lien entre l'économie et les infrastructures est crucial pour promouvoir une croissance inclusive et un développement durable. En fait, le coût élevé du transport, de l'énergie et de l'accès à l'Internet constitue un frein majeur à la croissance économique et est en partie associé à la marginalisation constante de l'Afrique dans l'économie mondiale. Face à cette situation, les pouvoirs publics se voient contraints d'améliorer les infrastructures afin que l'Afrique devienne plus compétitive sur le marché mondial. Investir dans les routes permet de réduire les coûts du transport. De même, les investissements dans les ports et autres infrastructures logistiques ont pour effet de réduire les coûts associés au commerce, ce qui contribue à accroître la compétitivité des entreprises.

Le développement des infrastructures permet de promouvoir différents types d'activités économiques, notamment parce qu'elles constituent un intrant dans la production. En outre, leur développement améliore le produit marginal des autres capitaux utilisés dans le processus de production. Ce lien entre l'économie et les infrastructures est multidimensionnel en ce sens que la croissance économique crée le besoin en infrastructures diverses et génère les ressources nécessaires pour financer ces infrastructures. De tels chantiers d'infrastructures n'auront un effet positif sur la croissance du PIB que s'ils sont mis en œuvre en se fondant sur des analyses de rentabilité appropriées. En revanche, le non fourniture de services d'infrastructures pourrait compromettre la croissance du PIB en occasionnant des goulets d'étranglement, ce qui pourrait enrayer les possibilités de progression de la croissance économique.

Depuis le tournant du millénaire, l'Afrique a connu une croissance relativement rapide par rapport aux normes mondiales jusqu'à ce que cette croissance soit interrompue par la crise financière et économique mondiale. Le stock d'infrastructures d'une économie se développe généralement par étape et il a tendance à croître avec l'économie. Néanmoins, les taux de croissance des différentes infrastructures pourraient varier considérablement avec le temps, et dans certains cas ils pourraient même être négatifs parce que le taux de dépréciation est supérieur au taux d'accumulation des stocks. Le modèle historique de développement des infrastructures diffère considérablement d'un secteur à l'autre. Par conséquent, fournir les infrastructures appropriées au bon moment sera un aspect important de la poursuite du développement économique de l'Afrique. Pour ce faire, les décideurs doivent donner la priorité à la promotion du développement du type d'infrastructure approprié en temps opportun.

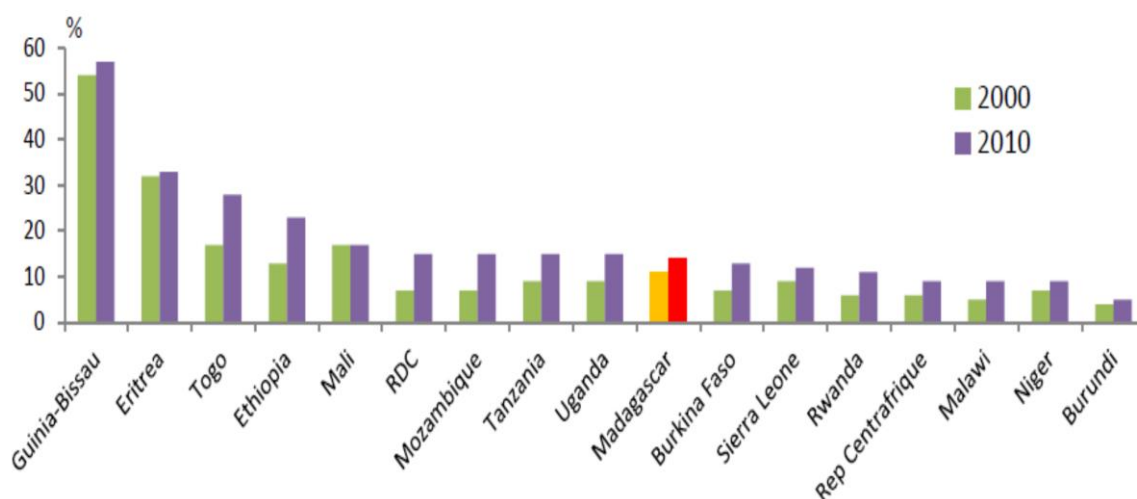
S'il est vrai que l'importance de l'investissement dans les infrastructures au plan micro- et macro-économique est évident, il n'en demeure pas moins qu'au cours de la dernière décennie, l'investissement dans les infrastructures dans les pays en développement, notamment les pays africains, a chuté de manière significative, en raison de la baisse des investissements publics et privés. En Afrique où les besoins sont énormes, les investissements du secteur public dans les infrastructures ne représentent en moyenne actuellement que 2 à 3 % du produit intérieur brut.

Le déficit en infrastructures est encore plus criant dans les pays à faible revenu et les États fragiles. Citons parmi les secteurs les plus touchés, l'énergie électrique qui est à la traîne en termes de capacité de production, de consommation d'électricité et de sécurité de

fourniture. Ce déficit freine la croissance du PIB par habitant de 2 points de pourcentage par an. Il résulte de ce phénomène de sous-investissements dans les infrastructures que la plupart des pays se heurtent aujourd'hui au problème de devoir combler un énorme déficit en infrastructures, ce qui compromet la croissance et l'atteinte des objectifs sociaux et de développement en général. Des études ont montré que la mauvaise performance de l'Afrique en matière de croissance est liée au sous-investissement dans les infrastructures électriques et de télécommunication.

A Madagascar par exemple il existe d'énormes disparités entre les taux d'accès aux infrastructures en milieux rural et urbain. Un citoyen sur deux en ASS a accès au réseau électrique contre un sur dix en milieu rural. Et aussi que moins de Malagasy ont accès à l'électricité par rapport aux pays voisins.

Figure 4: Accès à l'électricité pour quelque pays africains



Source: World Development Indicator, SE4All Tracking

1.5. Santé

Loin de représenter un coût ou une charge, investir dans le secteur de la santé et dans des emplois en santé a non seulement un impact évident sur la santé des populations, mais représente un réel potentiel de croissance économique inclusive et durable. Cela favorise aussi la cohésion sociale et c'est en plus un formidable vivier d'emplois. Même s'il n'est pas aussi visible que d'autres investissements, comme par exemple les investissements dans les infrastructures, l'investissement dans les ressources humaines en santé est essentiel pour

accélérer les progrès vers la couverture santé universelle. Ils ont des répercussions positives aussi bien en terme de protection sociale, de sécurité, d'équité et de droits de l'homme, mais également d'autonomisation des femmes et des jeunes. Les points ci-dessous peuvent retenir l'attention

- ✓ Revoir en profondeur les modèles de soins et de formations pour les faire évoluer vers une médecine plus préventive et centrée sur la personne
- ✓ Promouvoir les mécanismes de financement national durable et fiscal. Le secteur privé peut et doit être mis à contribution dans un cadre d'une réglementation fixée par l'Etat
- ✓ Utiliser davantage les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui peut jouer un rôle clé dans l'organisation des systèmes de santé et les pratiques sanitaires
- ✓ Accélérer la reconnaissance internationale des qualifications et mettre en place des mécanismes afin de répartir plus équitablement les bénéfices de la mobilité des personnels de santé. On ne doit plus continuer à démunir les pays les plus en plus pauvres, et qui ont déjà d'énormes carences, de leurs personnels

Tableau 3: Profil sanitaire de Madagascar

Population totale 2015	24 235 000
Revenu national Brut par habitant 2013	1,0
Esperance de vie à la naissance H/F 2015	64/67
Quotient de mortalité infanto-juvénile pour 1000 enfants	Non disponible
Quotient de mortalité 15-60 H/F (pour 1000 2013)	257/208
Dépenses totales consacrés à la santé(2014)	44
Dépense totales consacrées à la santé en pourcentage du PIB	3,0

Source : Observatoire Mondiale de la Santé, 2016

1.6. Lutte contre la corruption

La corruption est perçue comme étant une des barrières critiques à la bonne gouvernance, à la croissance inclusive et au développement durable. La corruption prive les pays des ressources qui, autrement, seraient canalisés dans les secteurs productifs pour une transformation structurelle. Les spécialistes conviennent que les effets de la corruption sont dévastateurs et touchent tous les aspects de la vie sociale, politique et économique du pays.

Les conséquences politiques varient selon le type et le niveau de corruption ainsi que le régime politique où elle se produit. La corruption peut avoir plusieurs effets négatifs dans le sens que les gouvernements auront plus de difficultés à mettre en œuvre des lois et des politiques globales pour l'orientation des pays. La corruption ternit la réputation des politiciens et encourage les gens à faire de la politique pour les mauvaises actions. Elle mine la confiance du public envers les politiciens et les institutions politiques puis mine la confiance de la communauté internationale au gouvernement. Elle encourage le cynisme et contribue à l'instabilité. La corruption sur le plan politique enfin de compte, constitue un problème majeur qui débouche sur l'échec des institutions et l'incapacité à gérer la société sur la base d'un dispositif et de frein et contrepouvoirs.

Les coûts économiques de la corruption varient selon l'échelle et la fréquence des manœuvres frauduleuses. La corruption peut mettre en péril la réalisation des objectifs du développement durable et de la croissance inclusive. La recherche de pot de vin ajoute aux frais des entreprises, pèse sur les petits entrepreneurs et entraîne une mauvaise répartition du capital humain. L'altération des priorités gouvernementales associées à la corruption exerce une pression à la baisse sur les dépenses. Alors ce sont les pauvres qui payeront le plus cher en pareil cas l'on perçoit l'aggravation des écarts entre les riches et les pauvres.

Il y a de nombreuses corrélations entre les niveaux élevés de corruption et plusieurs conséquences négatives. D'ailleurs qu'un pays soit développé ou en voie de développement, la corruption mine l'efficacité des marchés et des fournisseurs. Lorsque le commerce international souffre de corruption, cela nuit aux entreprises locales et encourage les gouvernements à s'approvisionner outre-mer. La corruption permet aux importateurs d'éviter les frais de douanes et les taxes d'importation entraînant l'érosion de la concurrence des entreprises internes.

Parallèlement, la corruption est un grave obstacle à une mobilisation et une répartition efficace des ressources durables pour le développement économique. Dans cette optique, la corruption est l'ennemi du progrès car elle tend à concentrer les richesses du pays d'un seul côté.

Alors un groupe de personnes travaillent et roulent sur l'huile tandis que d'autres croupit dans la misère. Cela entraîne l'immoralité où les valeurs morales sont dépréciées. Du point de vue social, la corruption cultive une gamme de comportements et de croyances. La

corruption divise et contribue grandement aux inégalités sociales et aux conflits. Cette division peut être soit latérale soit verticale.

Lorsqu'elle est latérale elle sépare les pauvres des riches, elle encourage les pauvres à voir le gouvernement comme prédateur et un oppresseur plutôt qu'un facilitateur. Elle est verticale, lorsque la corruption contribue à diviser les ethnies et les collectivités et occasionnent des sentiments de rivalité et de la jalousie. Le haut niveau de la corruption entraîne, la marginalisation des pauvres et l'exclusion sociale. C'est pourquoi il est indispensable de lutter contre la corruption

1.7. Développement des actifs et l'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat peut se définir comme une activité impliquant la découverte, l'évaluation et l'exploitation d'opportunités. Inciter les populations vulnérables à devenir propriétaire d'entreprise, renforcer le nombre d'entrepreneurs dans la région, à travers la mise en place de nouveaux programmes de formations et de recherche-développement, peuvent constituer les leviers d'une croissance inclusive créatrice d'emplois

1.8. Impôts et redistribution

La redistribution consiste à modifier la répartition primaire des revenus qui débouche sur d'importantes inégalités (économiques et sociales). Rappelons que les revenus primaires sont des revenus perçus par les ménages lorsqu'ils participent directement ou indirectement à l'activité économique (revenus du travail, revenu du capital, revenu mixte).

La redistribution renvoie donc à un objectif de justice sociale dont la mesure ou son objectif est d'établir une plus grande égalité économique et sociale entre les individus. La redistribution est une fonction importante des Etats modernes. Les pouvoirs publics poursuivent deux objectifs complémentaires.

➤ Un objectif de protection des individus contre les risques sociaux :

La collectivité peut considérer que certains risques peuvent être partiellement ou complètement pris en charge par la collectivité : il s'agit principalement des risques liés à la santé et à la cessation d'activité, qui peuvent engendrer des situations.

➤ Un objectif d'équité

Dans un souci d'assurer la cohésion sociale, les Etats des pays développés ont mis en place des mesures visant à réduire les inégalités de revenus, et à assurer un minimum vital à tous les citoyens. Il s'agit dans un premier temps de corriger les défauts de la répartition primaire en réduisant les inégalités de revenus et en prenant en charge les individus exclus de cette répartition.

Dans un second temps, certaines politiques sociales visant à lutter contre les inégalités sociales peuvent être financées par la puissance publique. On peut citer par exemple l'éducation primaire et secondaire gratuite, qui est un instrument important de lutte contre les inégalités, car elle permet à tous les enfants d'une classe d'âge de bénéficier de la même offre d'éducation.

Il y a deux formes de redistribution : la redistribution verticale et la redistribution horizontale. L'objectif de la redistribution verticale est d'aboutir à une réduction d'inégalités entre les individus. Dans ce cas il faut donc resserrer les écarts de revenus entre les plus riches et les plus pauvres. Inversement, la redistribution horizontale se contente de couvrir les risques sociaux auxquels font face les individus (santé, chômage,...).

III.2 .Comment Influencer les différentes dimensions du bien-être

C'est intéressant de pouvoir définir sept domaines clés pouvant stimuler la croissance inclusive. Pourtant on n'en est qu'à la moitié du chemin à parcourir pour pouvoir produire des analyses et dispenser des conseils sur les politiques à suivre en faveur de la croissance inclusive. Reste à savoir comment influencer les résultats dans ces différents domaines. En premier lieu, il faut commencer par admettre que les différentes variables dans ces domaines, évoluent sous l'effet de facteurs relevant des pouvoirs publics. Le PIB par habitant est généralement plus élevé dans les pays menant des politiques favorables à la croissance, mais il est également tributaire de facteurs situés hors du champ d'action des pouvoirs publics, qui peuvent être exogènes, comme la géographie, ou endogènes, comme la santé ou l'éducation. De même, les résultats obtenus dans le domaine de la santé sont conditionnés par les politiques de santé, notamment les dépenses publiques consacrées à la santé, mais aussi par des facteurs indirects, comme le revenu et le mode de vie, ce qui donne à penser qu'il peut exister des effets de rétroaction entre différents résultats. La manière dont les ressources sont

réparties peut également influencer sur l'égalité des chances de participer au processus de production et, potentiellement, sur les résultats moyens.

Les politiques menées dans des domaines comme la fiscalité, l'innovation et le marché du travail, qui influent sur la croissance du PIB par habitant, peuvent également, en dehors et indépendamment de leurs effets sur le PIB, avoir des répercussions sur les résultats obtenus au regard des dimensions hors revenu du bien-être. La distribution des revenus ou des richesses ou la consommation par exemple peuvent évoluer sous l'action de politiques visant à accélérer la croissance du PIB. De même, la politique budgétaire peut influencer sur les dimensions hors revenu du bien-être qui sont fonction des résultats obtenus dans les domaines de l'environnement, de la santé et de l'éducation. Ces effets ont certes été analysés dans les travaux de l'OCDE, mais ils ont été considérés soit comme des conséquences non intentionnelles des politiques de croissance, soit comme des enjeux de l'action publique à part entière, sans jamais avoir été replacés dans une perspective globale à des fins d'analyse et de formulation des politiques publiques. Des travaux ont été entrepris récemment par l'OCDE pour combler ces lacunes en axant l'analyse sur les arbitrages entre croissance, équité et préférences sociales dans un contexte d'assainissement des finances publiques.

Enfin, il existe également des politiques publiques visant directement les dimensions hors revenu du bien-être, recouvrant notamment les mesures prises dans les domaines de l'environnement, de l'éducation.

Dans ces conditions, le cadre d'action pour une croissance inclusive obéit aux impératifs suivants : tout d'abord, il doit permettre d'établir une relation claire entre les dimensions individuelles du bien-être et les politiques mises en œuvre, et ainsi, rendre compte de l'influence, tant directe qu'indirecte, de l'action des pouvoirs publics sur des dimensions essentielles de façon à ouvrir des possibilités d'interactions plus fructueuses ; il doit en outre rendre explicite les principaux arbitrages et synergies afin que les responsables de l'action publique puissent être mieux informés sur les choix stratégiques à opérer concernant les différentes dimensions du niveau de vie multidimensionnel (bien-être). Enfin, il doit être suffisamment souple pour pouvoir être adapté aux défis et aux conditions spécifiques à chaque pays.

2.1. Stimuler la croissance inclusive : le rôle du secteur privé

2.1.1. Définir le secteur privé

On parle généralement de secteur privé pour décrire la partie d'une économie où l'Etat n'intervient pas ou peu. On l'oppose au secteur public qui est principalement dirigé par l'Etat.

On trouve dans le secteur privé :

- Les entreprises privées ;
- Les banques à capitaux privés ;
- L'« économie sociale »², dont les mutuelles, les coopératives et les associations ;
- Les organisations non gouvernementales.

2.1.2. Rôle du secteur privé

Les activités de développement du secteur privé ont un caractère transversal et contribuent à promouvoir la croissance inclusive au niveau de l'ensemble des secteurs économiques et des entreprises de toutes tailles, des petites et moyennes entreprises aux grandes sociétés, tout en générant la croissance, des emplois et des opportunités pour la majorité des gens, notamment pour les pauvres. Les entreprises pour leur part sont non seulement une participation évidente à la croissance économique mais aussi elles ont un rôle important à jouer dans le développement communautaire. Outre créer des emplois, les entreprises peuvent financer les soins de santé, l'accès à l'eau potable, l'éducation, dans les pays où elles travaillent. En Afrique, le secteur privé intervient pour plus de 80 % dans la production totale, pour 67 % dans l'ensemble des investissements, pour 75 % dans le montant total des crédits en faveur de l'économie, et pour 90 % dans la main d'œuvre.

Toutefois, les taux de productivité y demeurent faibles par rapport aux autres régions du fait de l'existence, dans un bon nombre de pays, d'exploitations agricoles peu productives et à forte intensité de main-d'œuvre. La plupart des grandes entreprises africaines sont concentrées dans un petit nombre de pays à revenu intermédiaire, alors que les petites entreprises et l'informel dominent au sein du secteur privé. Bon nombre de moyennes entreprises (65 %) mènent leurs activités au sein de ce secteur dont les entreprises représentent plus de 40 % de l'économie africaine. Ce secteur offre des opportunités économiques à la majorité des gens et aux groupes vulnérables et participe à la réalisation du programme de croissance inclusive. Afin d'accroître leur contribution à la création d'un plus

² Désigne la branche de l'économie regroupant les organisations privées qui cherchent à concilier efficacité et équité sociale

grand nombre d'emplois, à la création de la richesse, de la valeur ajoutée, ainsi qu'à l'utilisation des matières premières locales, à la formation du capital, aux recettes publiques et aux recettes d'exportation, les entreprises africaines doivent gagner en taille en vue de donner une impulsion à la croissance à large assise et de permettre au secteur privé de se développer afin de promouvoir la croissance inclusive durable.

2.2. Stimuler la croissance inclusive: le rôle du secteur public

La création de richesses, d'emplois et d'entreprises par le secteur privé est le moteur principal de la croissance économique. Il faut cependant de solides institutions et politiques publiques pour relier cette croissance aux objectifs de la réduction de la pauvreté et des inégalités. Le secteur public exerce également des fonctions clés dans la poursuite de la croissance économique inclusive. Ce sont les institutions publiques qui créent des conditions et des règles permettant au secteur privé de stimuler la croissance économique inclusive de façon soutenue.

2.2.1. Définir le secteur public

Le secteur public comprend d'une part les administrations publiques, de l'Etat et des collectivités locales, et d'autre part les entreprises dont au moins 51 pour cent du capital social est détenu par une administration publique, ainsi que les associations qui en dépendent en grande partie pour leur financement.

2.2.2. Fonctions traditionnelles de l'Etat

➤ Une notion très familière : L'Etat providence

Depuis l'avènement de la théorie keynésienne, on accorde de plus en plus à l'Etat le Rôle de garant de la justice économique et sociale. L'Etat providence³ désigne l'extension de l'Intervention de l'Etat dans le domaine économique et social. Celui-ci est responsable de la croissance économique qu'il doit régler (politique conjoncturelle) et du bien-être social qu'il doit assurer (assurances sociales). Dans un sens plus restreint, cette expression désigne l'intervention de l'Etat dans le domaine de la protection sociale (l'Etat intervient pour protéger les individus contre les risques liés à l'emploi, la vieillesse, la santé).

➤ Fonctions de l'Etat providence selon Richard Musgrave

Selon Richard Musgrave, l'Etat providence remplit trois fonction:

³ On peut parler d'interventionnisme dans la vie socio-économique à propos de l'Etat providence

- ✓ Une fonction d'allocation des ressources (avec la politique structurelle et la prise en compte des externalités)
- ✓ Une fonction de redistribution des revenus (prélèvement et réaffectation)
- ✓ Une fonction de stabilisation de la conjoncture (croissance équilibrée et lutte contre l'inflation et le chômage par la politique conjoncturelle). On parle aussi d'une fonction de régulation.

On oppose souvent la notion d'Etat providence à celle de l'Etat Gendarme terme qui désigne un Etat qui n'intervient que très peu dans la vie économique et sociale. Cette conception reste cependant très théorique, l'Etat étant intervenu fréquemment dans l'activité économique et sociale et ce, même dans les pays les plus libéraux (Grande Bretagne, Etats-Unis).

➤ Indicateurs de degré d'interventionnisme

Le rôle de l'Etat étant essentiel à la stabilité économique et la prospérité sociale, il n'y a pas d'indicateurs précis pour traduire l'importance de l'Etat providence. On peut toutefois s'en faire une idée à travers l'évolution des dépenses publiques, ou aussi le poids des dépenses de protections sociales, dans le PIB, ce qui permet de comparer les pays.

➤ Enjeux

L'Etat providence est actuellement soumis à trois crises qu'il doit dépasser

- ❖ Une crise financière, puisque le déficit et la dette ne permettent plus à l'Etat d'assurer de manière pérenne (c'est à dire durable) ses fonctions traditionnelles
- ❖ Une crise d'efficacité, puisque l'on constate que l'intervention publique volontariste n'a pas permis d'améliorer durablement la situation de tous les bénéficiaires de l'Etat providence (et notamment des plus démunis)
- ❖ Une crise de légitimité, enfin, puisque cet Etat providence est critiqué au nom de son « injustice » ou de son égalitarisme néfaste aux yeux des économistes libéraux.

L'Etat providence doit donc se transformer, ce qui nécessite un débat dans la société à son sujet

2.2.3. Comment les autorités publiques peuvent stimuler la croissance inclusive

Du côté de la gouvernance, la croissance inclusive nécessite la mise en place de normes et standards visant à favoriser la mobilisation des ressources, l'édification

d'institutions solides, l'institutionnalisation de la transparence et à assurer l'appui à la participation citoyenne et à la responsabilité démocratique en vue d'un meilleur ancrage de la croissance à large assise. Afin de pouvoir mettre en place de manière efficace un cadre macroéconomique viable grâce à une gestion judicieuse de ses finances publiques, l'Afrique a besoin d'institutions solides dotées des capacités et des ressources requises. L'amélioration de l'environnement des affaires grâce à un cadre juridique et réglementaire propre à faciliter l'exécution des contrats ainsi que la protection des droits de propriété encouragera la création d'emplois et contribuera à l'émergence d'une société plus stable et plus sûre. Par ailleurs, la croissance inclusive fait impérativement appel au soutien à la participation citoyenne et la responsabilité démocratique des groupes les plus démunis et vulnérables, ainsi qu'à la démocratisation et à la représentation de toutes les couches de la population au niveau de l'ensemble des domaines économiques et politiques. Par inclusion, il faut entendre aussi sur la participation du public au contrôle et au suivi de la gestion des affaires publiques, notamment ceux des ressources publiques, et le fait que les gouvernements ont obligation de rendre compte des actes posés dans l'exercice de leurs responsabilités économiques et fiduciaires. Un tel système nécessite un contrôle rigoureux et l'adoption de dispositifs juridiques et d'audit solides aptes à faire respecter l'État de droit et à promouvoir une gestion saine des affaires publiques. Les options de l'action publique (politiques monétaires, budgétaires, structurelles) affectent la productivité tout comme l'inégalité. Bien coordonnées et menées de façon cohérentes, ces politiques pourraient permettre d'agir simultanément sur la productivité et les inégalités.

Une gestion volontariste de la demande, via des mesures monétaire et budgétaires peut stimuler la production, l'investissement et par là même occasion la productivité. Dans de nombreux pays, la faible reprise de l'investissement pèse sur la productivité et la création.

CONCLUSION

Il convient de distinguer la croissance partagée qui consiste en la redistribution des revenus directs et la croissance inclusive. L'approche de croissance inclusive adopte une perspective à long terme que l'accent est mis sur l'emploi productif plutôt que sur la redistribution des revenus directs, comme moyen d'accroître les revenus pour les groupes exclus. La croissance inclusive est donc censée être fondamentalement durable se distinguant des systèmes de distribution des revenus qui peuvent à court terme, réduire les disparités entre les plus pauvres et le reste. Alors que les systèmes de distribution des revenus peuvent permettre à des personnes de bénéficier de la croissance économique à court terme, la croissance inclusive permet aux gens de » contribuer et bénéficier de la croissance économique ».

La croissance inclusive, comme une stratégie de développement économique, a reçu une attention en raison d'une préoccupation croissante que les avantages de la croissance économique ne sont pas équitablement partagée. La croissance est inclusive quand elle crée des opportunités économiques tout en garantissant l'égalité d'accès à elles. En dehors de traiter la question de l'inégalité, la croissance inclusive peut aussi faire les efforts de réduction de la pauvreté plus efficace en créant explicitement des possibilités économiques productives pour les pauvres et les plus vulnérables de la société. La croissance inclusive, en englobant la population jusque-là exclu peut apporter dans plusieurs autres avantages à l'économie. Le concept d'inclusion devrait être considérée comme un processus d'inclusion des exclus comme agent dont la participation est essentielle à la conception même du processus de développement, et non pas seulement en tant que cibles des programmes de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Dean Alisonn; Stimuler la croissance économique inclusive : rôle du secteur privé, Rapport du comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Novembre 2012
- Gouvernement malagasy ; Plan National de Développement ; 2015
- Gouvernement malagasy ; Politique générale de l'Etat PGE ; 2015
- Gouvernement malagasy ; Madagascar Action Plan MAP ; 2007
- Ifzal ALI and Hyun H. SON ; Defining and measuring inclusive growth, Application to the Phillipines, , July 2007, Asian Development Bank
- John C. Anyanwu ; Determining the correlates of poverty for inclusive growth in Africa ; Septembre 2013
- Michael Atingi-Ego ; Afrique d'une croissance élevée à une croissance inclusive, , conférence des parties prenantes du BURKINA FASO Ouagadougou, 7 Mai 2013
- Rahul ANAND, Saurabh MISHRA and Shanaka J. Peires ; Measurement and determinants of inclusive growth, IMF working paper ; July 2013
- Réunion du conseil de l'OCDE au niveau des Ministres ; rapport sur le cadre de l'OCDE pour une croissance inclusive, Paris, 6-7 Mai 2014,

TABLE DES MATIERES

LISTE DES FIGURES/GRAPHES	i
LISTE DES TABLEAUX	i
LISTE DES ABREVIATIONS	ii
INTRODUCTION.....	1
I. Concept et mesure.....	2
I.1 Définitions de la croissance inclusive	2
1.1 La croissance inclusive selon la Banque mondiale (OCDE, 07 mai 2014)	2
1.2 La croissance inclusive selon la Banque asiatique de développement (OCDE, 07 mai 2014)	2
1.3 La croissance inclusive selon le PNUD (OCDE, 07 mai 2014).....	3
1.4 La croissance inclusive selon le FMI :.....	3
I.2.Mesure de la croissance inclusive	4
2.1. Méthode de l'ADB (Asian Development Bank) :.....	4
2.2 Méthode de l'IMF (International Monetary Fund)	9
II. Madagascar sur la voie de croissance inclusive	13
II.1. Relation entre les documents stratégiques du gouvernement malagasy et la croissance inclusive.....	13
1.1. Aspect de la croissance inclusive dans le MAP.....	14
1.2. Du PND à la mise en œuvre de la croissance inclusive	17
II.2. Situation sociale a Madagascar : éducation, santé, infrastructure	22
2.1. Vue globale de la pauvreté.....	22
2.2. Éducation	23
2.3. Santé.....	25
2.4. Infrastructures	27
III. Recommandations pour promouvoir la croissance inclusive	29
III.1. Huit secteurs clés pouvant faire la différence.....	29
1.1. Emploi et opportunités	29
1.2. Education	30
1.3. Services financiers	32
1.4. Infrastructure.....	33
1.5. Santé.....	35

1.6.	Lutte contre la corruption.....	36
1.7.	Développement des actifs et l'entrepreneuriat.....	38
1.8.	Impôts et redistribution	38
III.2	.Comment Influencer les différentes dimensions du bien-être	39
2.1.	Stimuler la croissance inclusive : le rôle du secteur privé	41
2.1.1.	Définir le secteur privé	41
2.1.2.	Rôle du secteur privé	41
2.2.	Stimuler la croissance inclusive: le rôle du secteur public	42
2.2.1.	Définir le secteur public.....	42
2.2.2.	Fonctions traditionnelles de l'Etat	42
2.2.3.	Comment les autorités publics peuvent stimuler la croissance inclusive	43
CONCLUSION		45
BIBLIOGRAPHIE		46

Auteurs :

- ✚ RADANIARISON Heriniaina Victories
- ✚ RAFALIHASINARINA Andrianomeniaina Tohinina
- ✚ RAFALIHISOA Safidimpitia Obien
- ✚ RAFAMANTANANTSOA Misa Antenaina
- ✚ RAFIONONANTSOA Safidy Nirina

Titre: LA CROISSANCE INCLUSIVE

Nombre de pages: 49

Tableaux : 02 Figures : 05

Contacts du premier auteur : Tel : 034 17 198 98

Mail : niainaradaniarison@gmail.com

Adresse du premier auteur: IVP 25 A 67ha Nord

RÉSUMÉ

La croissance économique n'est pas une fin en soi. Il faut accorder de plus en plus d'importance à la problématique du bien-être et de l'égalité sociale. Si la croissance est une condition nécessaire au recul des inégalités, elle reste néanmoins insuffisante pour y parvenir. Il n'y a en effet aucune automaticité entre la croissance et l'atténuation des inégalités. L'égalité entre les individus et les groupes sociaux ne s'accroît que si les écarts de richesse soient progressivement modérés par une limitation voire une réduction de patrimoine au moyen de règle fiscale. Le partage des fruits de la croissance n'est jamais automatiquement égalitaire. Le recul des inégalités ne se produit réellement que s'il constitue un objectif social et politique durable pour des motifs à la fois éthique et utilitariste. Dans ce cas seulement la croissance émise au service de la réduction des inégalités qui constituent une dimension du développement et un élément de dimension.

Mots clés: croissance inclusive, bien être, opportunité, équité, égalité de chance, inclusion sociale, croissance diversifiée, réduction de la pauvreté

Encadreur : Monsieur RANDIMBIARISOA Oliva, Ingénieur Statisticien Economiste